



## Leurs avancées sont faites de nos reculs



Depuis des semaines, les fachos multiplient leurs actes de haine: agressions homophobes, de femmes voilées et assassinat de Clément Méric, jeune militant antifasciste et syndical. Et dans les urnes, l'extrême droite progresse. Appelé par la gauche sociale et politique, ce week-end de mobilisation doit être l'occasion d'enclencher une première riposte antifasciste qui ne doit pas rester sans lendemain.

Contrairement à ce qui a été dit et écrit ici ou là, la mort de Clément Méric n'est pas le résultat d'une simple bagarre qui a mal tournée ou, comme l'a honteusement mis en scène le journal d'extrême droite *Minute* le 12 juin, un «jeu de mains, jeux de vilains!». C'est bel et bien un crime politique dont il s'agit. Clément Méric a été tué car il était un militant antifasciste. Et c'est évidemment le contexte actuel qui a

permis ce drame. Pendant des mois, les opposants au mariage homosexuel ont occupé la rue et ont mené une démonstration de force de la droite réactionnaire qui a galvanisée les groupuscules fascistes qui ont repris confiance.

### Quand la droite nourrit le FN

Depuis que Marine Le Pen a pris la tête du FN, elle dit avoir exclu ceux qui affichaient des croix gammées ou faisaient le salut nazi dans les



## Agenda

**Week-end des 22 et 23 juin, mobilisations nationales contre l'extrême droite.** À Paris RV dimanche 23 juin à 15h, Place de l'Opéra.

**27 juin, réunion-débat «Face à la crise, quelle gauche?», NPA Paris 15<sup>e</sup>.** À 19 heures au Patronage laïque, 61 rue Violet Paris 15<sup>e</sup>, métro Commerce. Avec François Sabado, membre de la direction du NPA.

**29 juin, marche des fiertés, Paris.** RV à 14h à Montparnasse.

**25-28 août, 5e université d'été du NPA, Port Leucate (11).** À noter sur tous les agendas. Débats politiques, meeting, invités, projections, musique, plage et convivialité...

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

SUITE DE LA PAGE 1

rassemblements du FN... sauf visiblement à leur manifestation du 1<sup>er</sup> Mai dernier. Mais le Front national s'est créé et continue de prospérer sur une idéologie raciste et nationaliste. Il prétend se battre pour les salariéEs, contre le chômage... mais à condition d'être français. Il s'oppose à la baisse des allocations familiales pour les familles françaises, mais réclame la suppression de celles des travailleurs immigrés. Il n'y a donc rien d'étonnant de voir des nazillons grenouiller dans le milieu du FN. Et rien de surprenant à ce que Marine Le Pen elle-même soit liée personnellement aux gros bras des anciens du GUD ou de Troisième voie de Serge Ayoub, vieux skinhead notoire. Ces dernières années, la droite tente de surfer sur les idées du FN. La «droite décomplexée» de Sarkozy, c'était le débat sur l'identité nationale, les «auvergnats» d'Hortefeux, une politique résolument anti-immigréEs et anti-Roms. Puis il y a eu Copé et ses fameux «pains au chocolat»... La droite se rapproche tellement de l'extrême droite que certains dirigeants et députés UMP ont manifesté bras dessus bras dessous avec les deux députés du FN contre le mariage pour tous, et sont même prêts à aller beaucoup plus loin dans le rapprochement, aidant ainsi à la propagation des idées du FN et à sa «banalisation».

### Quand le PS nous tire vers le fond

Aux affaires depuis un an, le Parti socialiste ordonne et justifie les expulsions des sans-papiers en organisant de véritables rafles, comme à Barbès dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Et alors que le candidat Hollande avait promis le droit de vote des étrangers extra-communautaires, au bout de quelques mois le gouvernement Hollande-Ayrault y a renoncé. Sur fond de crise, d'aggravation du chômage et d'austérité tous azimuts, chacun de ces renoncements ne manque pas de renforcer le nationalisme, le racisme, le sexisme ou l'homophobie.



Manifestation antifasciste pour Clément, samedi 8 juin à Paris. PHOTO THÉQUE ROUGE / JMB

Après l'Oise où le Front national a effectué il y a quelques semaines une percée, le résultat du premier tour de la législative partielle de Villeneuve-sur-Lot le prouve une nouvelle fois. Le cocktail austérité + sécuritaire + affaires est dangereux. Et quand le PS mène une politique libérale, c'est bien l'UMP et le FN qui sont au second tour! Et aucun «front républicain» ne peut constituer une résistance à long terme à la poussée des idées les plus réactionnaires. Pas plus qu'il n'y a de digue entre la droite et l'extrême droite, comme on aimait à nous le répéter ces dernières années...

### Quand il faut reconstruire un front unitaire

Il est nécessaire et urgent de reconstruire un mouvement antifasciste et antiraciste de masse, un front de résistance unitaire à l'extrême droite. Initié par

Solidaires et regroupant de nombreuses organisations politiques et associatives, l'appel national unitaire pour un week-end de mobilisation nationale, avec en point d'orgue la manifestation du 23 juin à Paris, est un bon début et doit être une réussite. Au-delà de ces manifestations, il est nécessaire sur le long terme de remettre en place au niveau national et local un cadre militant pérenne s'appuyant sur des réseaux de mobilisation antifasciste. L'enjeu de ces prochains mois? Déconstruire le discours de l'extrême droite mais également réagir aux interventions de celle-ci, dans les quartiers, les entreprises, les facs et les lycées, organiser des actions de masse. Construire un mouvement qui rassemble les nouvelles générations et les organisations du mouvement ouvrier. Organiser la riposte antifasciste, c'est urgent!  
**Sandra Demarcq**

## regards

Propos recueillis par A. Sartzekis

# Grèce: «le black-out sur l'information est l'annonce d'une vraie dictature»

**Entretien.** Tassos Anastassiadis est militant syndical et représentant des journalistes d'un des principaux quotidiens grecs de la chaîne DOL. Il a participé récemment à de nombreuses luttes contre les licenciements et les baisses de rémunérations qui frappent actuellement le secteur de la presse. Il est aussi militant de l'OKDE-Spartakos (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale participant à la coalition Antarsya). Quelques heures avant la décision de justice demandant la réouverture d'ERT lundi 17 juin, il nous parle de l'importante mobilisation autour de la radio-télévision publique grecque.



surtout exprimé, c'est la seule protestation comme réponse à la propagande du pouvoir, la production du flux d'émissions, tant des télé que des radios, a commencé à se remettre en route. Un journal d'information a même redémarré. Malheureusement à Athènes, au siège central, cet aspect existe mais se développe plus lentement, accompagné par l'utilisation des moyens culturels de ERT, incluant par exemple les orchestres de musique classique – licenciés – ou les centres cinématographiques. Dans les régions, la dynamique d'ouverture en direction de la société va beaucoup plus vite. Il n'y a qu'à voir le programme de lutte de ERT3 (canal public de la Grèce du nord). Les travailleurs ont très vite inclus dans leur programme des reportages de la lutte contre les mines d'or de Skouries, ou de Vio.Me, l'entreprise qui a connu la mort subite l'année dernière et qui a décidé de relancer la production sous un mode autogestionnaire.

### Quelles sont alors les perspectives?

La question des perspectives dépasse de beaucoup la seule lutte de ERT. On le voit par l'attitude de la Commission européenne ou de Merkel qui essaient de se débarrasser eux-mêmes de la responsabilité de la décision... Pourtant les envoyés de la troïka à Athènes exigent les listes des 2000 personnes du secteur public à licencier ce mois de juin, pour accorder la rallonge financière promise! Sur le front de la lutte elle-même, les grandes confédérations ont déjà reculé en laissant le secteur des médias, plus quelques syndicats de bases et quelques boîtes en lutte, continuer l'organisation concrète de la lutte. Pourtant, lors d'une grande réunion des représentants du monde syndical samedi 15 juin, non seulement l'enjeu était bien compris, mais aussi l'appel à la continuation et à la généralisation a été bien clair. Partout, y compris au siège central de ERT à Athènes, il y a de plus en plus de débats centraux, dont les sujets dépassent largement le cas de ERT et englobent la situation générale des chômeurs, des conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme contemporain, le rôle de la troïka, ou la dette. Mais, au sein des médias, malgré la généralisation de la mobilisation, la grève connaît des limites: pour la première fois, les patrons de la presse écrite ont réussi à faire imprimer leur «saloperie» du dimanche (la presse de dimanche est très importante... et rapporte beaucoup d'argent). Et depuis dimanche, les canaux de télévision privés diffusent des «programmes d'information» de 5 minutes, en fait plusieurs heures de propagande gouvernementale et européenne...

### Comment comprendre la décision brutale d'arrêter ERT?

La mort subite, c'est une procédure généralisée ces dernières années dans le secteur privé en Grèce, y compris pour les grandes boîtes. C'est un moyen non seulement de flexibilisation du travail mais y compris d'augmentation de la plus-value créée. Car elle est combinée par des mois de travail payé en amont et de réouverture de l'entreprise par un personnel réduit et avec des conditions de travail et de salaire de misère. L'application de cette méthode dans le secteur public en général – la décision gouvernementale inclut d'autres entreprises publiques, mais elle a été appliquée dans la journée du 11 juin seulement à ERT – ouvre une nouvelle possibilité de casser les travailleurs. N'oublions pas que depuis l'automne 2012, il y a des

impayés accumulés dans ERT et en février, une grande partie des journalistes de ERT a été licenciée sous prétexte qu'ils n'étaient pas salariés mais contractuels, parfois depuis des dizaines d'années.

### Et que dire de la méthode?

C'est l'utilisation des forces de répression pour occuper les antennes et les locaux: pour le moment, la réaction populaire a empêché l'occupation des bureaux de ERT dans les villes, mais la volonté de militarisation de la société est bien déclarée. N'oublions pas que les trois grandes mobilisations récentes (dockers, métro, professeurs) ont été stoppés par la réquisition des travailleurs, en jetant à la poubelle non seulement le droit de grève dans les conventions européenne mais aussi la Constitution grecque. Mais pour la mémoire collective

grecque, l'écran noir sur l'information a des résonances très précises et très politiques: la dictature des colonels n'est pas si lointaine... Je pense que la réaction de la société grecque tient beaucoup à ce sentiment profond, qui explique aussi les premières réactions de bureaucraties syndicales. Ce n'est plus l'autoritarisme ou même le militarisme social imposé par les divers Hollande et Merkel et leurs employés (les troïkas extérieure et intérieure): le black-out sur l'information est l'annonce d'une vraie dictature. L'Aube Dorée ne s'est pas trompée en soutenant Samaras...

### Peux-tu nous parler des formes de mobilisation et de résistance au sein de l'audiovisuel public?

L'organisation de la lutte des travailleurs de ERT a connu une évolution très intéressante. Après un premier moment où ce qui s'est

# TURQUIE **Le printemps turc ne fait que commencer**

Face à l'autoritarisme du Premier ministre Erdogan et aux politiques néolibérales, liberticides et sécuritaires du gouvernement AKP, nous assistons depuis près de vingt jours à l'irruption d'un formidable mouvement de contestation, dont le projet de destruction du parc public Gezi au profit d'un centre commercial fut l'étincelle.



Place Taksim à Istanbul, mardi 11 juin. ROMAIN HINGANT

Les manifestations massives autour de la place Taksim, où se trouve le parc, ont contraint la police et l'État à quitter les lieux pendant deux semaines. Gezi fut occupé par des milliers de jeunes dont la plupart n'avait jusqu'à ce jour pratiquement aucune expérience politique. Alors que des rassemblements de solidarité se produisaient chaque jour dans la majorité des villes du pays, le parc Gezi est devenu le théâtre d'une expérimentation, d'une anticipation de rapports sociaux non-marchands, basés sur le volontariat, la solidarité et la gratuité.

## Le sultan contre-attaque

Illustrant Friedrich Engels sur le fait que les barricades ont une importance plus symbolique que militaire, le matin du mardi 11 juin, des centaines de policiers ont réussi à atteindre Taksim pour l'évacuer à coups de canon à eau et de gaz lacrymogène. Après avoir résisté quelques heures, les occupantEs ont dû se retirer dans le parc cerné

par des véhicules anti-émeutes. La tension s'apaisa dans les jours suivants, laissant la place à une sorte de cohabitation entre les résistantEs et la police sur la place Taksim. Ce fut le moment des rencontres entre divers artistes, intellectuels et représentantEs de l'initiative de Taksim avec le Premier ministre, marquant ainsi une période d'attente avant un potentiel dénouement pacifique de la crise. L'appel du préfet d'Istanbul aux parents à retirer leurs enfants de Gezi se solda par l'arrivée de plus d'une centaine de mères d'occupants sur la place, scandant «les mères sont fières de la jeunesse».

Lors de la réunion avec la délégation de Taksim dans la nuit du 13 juin, Erdogan, qui avait déjà dû abandonner le projet d'édification du centre commercial à Gezi, tout en maintenant celui de reconstruction de l'ancienne caserne d'artillerie, proposa de soumettre le projet d'aménagement à un référendum local, qui aurait lieu après la décision du tribunal qui avait

déjà imposé l'arrêt des travaux. Le lendemain furent organisés des forums au sein du parc, avec la participation d'un maximum d'occupantEs, pour décider de la position à prendre suite aux propositions d'Erdogan. La plupart des membres de diverses associations et d'organisations politiques et syndicales affirmèrent que la «résistance

de juin» et l'occupation du parc était une victoire sans précédent et qu'il ne faudrait pas qu'elle se solde par une perte de légitimité dans l'opinion publique, ce qui pourrait aussi faciliter une intervention violente. Ce fut surtout les jeunes «non organisés» qui exprimèrent que les revendications n'avaient pas été satisfaites et qu'il fallait continuer l'occupation. Finalement, l'initiative de Taksim déclara que la plupart des organisations et partis allaient démonter leurs tentes, et que leurs membres se relayeraient dans la seule tente de l'initiative. Une sorte «d'occupation représentative» jusqu'au référendum.

## Un premier acquis

Mais la répression ne se fit pas attendre. Dans la soirée du samedi 15 juin, lors de son grand meeting d'Ankara, Erdogan annonça qu'il n'aurait plus de tolérance envers les occupantEs, désignés comme «putschistes» laïcistes au services des forces étrangères jalouses des progrès économiques de la Turquie... Et un assaut policier d'une grande violence fut donné pour évacuer le parc Gezi. De même que la répression, la résistance continua toute la nuit. Les conflits reprirent le lendemain. Et défendant le «respect de la volonté nationale», le meeting d'Erdogan à Istanbul se transforma en véritable démonstration de force. La place Taksim a été reconquise par l'État. Mais, c'est sûr, cela ne représente pas une défaite. Bien au contraire, l'engagement et la mobilisation de la jeunesse dans cette «révolte pour la liberté» est une première victoire, un acquis dont la gauche radicale a beaucoup de leçons à tirer. Elle nous a entrouvert les portes d'une autre réalité qui, comme dirait Ernst Bloch, n'aurait rien à envier aux rêves. La taupe a trouvé le chemin, elle repassera à coup sûr.

D'Istanbul, Uraz Aydin

## LA VÉRITÉ ÉCLATE PLACE TAKSIM



Par Christine Poupin

## LA FABLE DE HOLLANDE

«C'est n'est pas le rythme des réformes qui est jugé trop lent, ce sont les résultats qui tardent», répond François

Hollande à celles et ceux qui n'en peuvent plus de sa politique. Lors de son passage sur M6 dimanche soir, il persiste et signe. Il s'autosatisfait des cadeaux aux entreprises au nom de la compétitivité, de la précarité pour les jeunes grâce aux emplois d'avenir et autres contrats de génération. Le chômage atteint des sommets historiques et le pouvoir d'achat des profondeurs non moins historiques... mais il promet l'inversion de la courbe du chômage en continuant la même politique. Concrètement, il donne d'une main aux propriétaires ce qu'il retire de l'autre aux salariéEs et aux retraitéEs. Pour les premiers, il annonce un abatement exceptionnel, dès 2014, sur l'imposition des plus-values immobilières et un raccourcissement de 30 à 22 ans du délai pour être exonéré d'impôt sur la vente d'un bien immobilier. Il prétend ainsi résoudre les problèmes d'accès au logement en «fluidifiant les transactions» dans la plus pure ligne libérale. Pour les salariéEs payés au Smic en revanche, il exclut tout coup de pouce. Au 1<sup>er</sup> juillet, ce sera l'indexation sur l'inflation, point final.

Sur les retraites il s'est livré à un vrai numéro d'enfumage. À la fois il explique que «l'âge légal de départ à la retraite ne sera pas modifié» mais que «nous vivons plus longtemps donc notre durée de cotisation doit suivre», dit que toutes les propositions du rapport Moreau ne seront pas reprises, mais lâche finalement le chiffre de 44 annuités de cotisations pour une retraite à taux plein. Tout en ajoutant, que l'on se rassure, que ce ne sera «pas tout de suite», et que l'on ne touchera pas aux retraites des retraitéEs, ce qui n'exclut évidemment ni la désindexation ni l'augmentation de la CSG...

Cerise sur le gâteau, il a apporté son soutien à Stéphane Richard, le PDG d'Orange pour que celui-ci reste en poste malgré sa mise en examen pour «escroquerie en bande organisée» dans l'affaire Tapie Lagarde. Car il faut bien «protéger l'intérêt de l'entreprise Orange»...

Moralité: selon que vous serez puissant ou misérable... la politique du PS vous sera indulgente ou brutale!

# SOMMET SOCIAL **Dialogue ou affrontement ?**

La Conférence sociale de 2012 avait débouché sur un cadeau de 20 milliards au patronat et l'Accord national interprofessionnel facilitateur de licenciements. Mais la logique de la politique d'austérité ne supporte pas de pause. La Conférence sociale des 20 et 21 juin 2013 va fixer le calendrier de nouvelles attaques contre les salariéEs, les retraitéEs, les chômeurEs, les femmes et les jeunes.

Le cadre avait été donné par le rapport Gallois: «Les circonstances de la Deuxième Guerre mondiale et de la Libération avaient permis d'élaborer, en 1946, un Pacte qui a permis les Trente glorieuses; chacun sent aujourd'hui que ce pacte négocié il y a 60 ans est à bout de souffle, qu'il ne fonctionne plus et qu'il «fossilise» le dialogue social. Il faut en bâtir un nouveau. Trois concertations ou négociations majeures sont menées simultanément. La concertation sur le financement de la protection sociale, la négociation sur les institutions représentatives des personnels, celle, enfin, sur la sécurisation de l'emploi. Ces trois processus constituent un ensemble d'où peut justement émerger ce nouveau pacte. Les partenaires sociaux sont donc face à une

responsabilité que l'on peut qualifier, sans grandiloquence, d'historique. Nous pensons qu'un nouveau pacte social, plus dynamique, adapté aux révolutions que nous traversons, est une clé incontournable de la compétitivité. Sans un tel pacte, les développements qui précèdent dans les cinq premières parties perdent une part de leur portée.»

## «C'est pas dans les salons que l'on obtiendra satisfaction»...

Si les retraites sont l'enjeu immédiat de la Conférence sociale, toute la protection sociale est dans le collimateur: retraites, chômage, Sécurité sociale, formation professionnelle. Seule cette dernière pourrait relever du donnant-donnant, avec un

partage du gâteau entre patronat et syndicats, pour maintenir la tête hors de l'eau aux syndicats -croupions CGC et CFTC jusqu'à la prochaine validation de la représentativité syndicale. Pour le gouvernement, il y aurait urgence. Pourtant, contrairement à ce que les médias répandent, il n'y a ni catastrophe ni urgence. Les projections du très consensuel Conseil d'orientation des retraites montrent que le besoin de financement à l'horizon 2020 équivaut à 1% de la richesse nationale. À l'horizon 2060, c'est-à-dire lorsque les jeunes d'aujourd'hui prendront leur retraite, il serait d'un peu moins de 3%, et cela dans le pire scénario... Sur l'ANI, il y avait un semblant de négociation, même si cela a débouché sur des «avancées» bidons (formation professionnelle, chômage, droit

des salariéEs), des reculs masqués (complémentaire maladie) et de graves attaques (liberté plus grande de licencier, de réduire les salaires et d'aggraver les conditions de travail).

Pour la contre-réforme Hollande-Ayrault-Touraine, il n'y a rien à négocier: tous les efforts sont supportés par les salariéEs et les retraitéEs. Ce ne sont pas les rassemblements-alibis à l'initiative de la Confédération européenne des syndicats du 19 juin qui peuvent servir de point de départ à la mobilisation contre ces mesures. La timide initiative de l'UD CGT Paris et la déclaration signée par le NPA, Alternative libertaire, les Alternatifs et la CNT indiquent la voie à suivre: c'est bien dans la rue que ça doit se passer.

Robert Pelletier

## GAUCHE & NATIONALISME

# Le piège

« Pour ceux qui s'intéressent à la vie, personne n'a envie d'être allemand. Ils sont plus pauvres que la moyenne, ils meurent plus tôt que les autres, ils n'ont pas de gosses, et leurs immigrés foutent le camp parce qu'ils ne veulent plus vivre avec eux, c'est dire... Ridicule et dangereux.

Mélenchon aurait-il dérapé dans l'émission « Tous politiques » sur France Inter le dimanche 9 juin, en se laissant aller à ces propos aux relents xénophobes ? Était-ce une façon de rechercher les formules choc qui le rendraient plus proche du « peuple » ? Mélenchon va dans le sens du poil en défendant des idées nationalistes qui s'abritent derrière le fait que l'Allemagne occupe une position dominante dans l'Union européenne. Interviewé par la *Libre Belgique* le 15 juin, il déclare : « L'Allemagne impose cette politique à tous les autres pays européens, car son gouvernement dépend entièrement des rentiers allemands. 15 % de cette population dépend de retraites par capitalisation, il lui faut un euro fort et des dividendes élevés. L'Allemagne joue donc un rôle particulièrement néfaste en Europe... Certes, la France, qui est la deuxième économie, propose aussi cette politique d'austérité qui mène à davantage de désastres économiques, toujours plus de pauvreté, ainsi qu'une montée de la droite extrémiste. »

On apprend donc là que les responsables des politiques d'austérité en Allemagne, et par voie de conséquence en France et dans le reste de l'Europe seraient... les « rentiers allemands »... qui ne sont autres que les retraités !

### Surenchères

Comment Mélenchon peut-il prétendre vouloir combattre le Front national et en même temps défendre l'idée d'une « France » où les intérêts des classes populaires pourraient être conciliés avec ceux des classes dirigeantes ? À l'entendre, il suffirait de « réorienter » la politique du gouvernement, de l'obliger à un changement de cap. Contre l'Allemagne ? Au PS, on prépare les élections européennes en voulant faire croire à un conflit entre une Europe des conservateurs et une Europe des progressistes, dont le gouvernement Hollande ferait partie. Certains, dans son aile gauche ou pas, ont flatté ou flattent le même nationalisme. « Je l'ai dit et j'assume mes propos, la confrontation avec l'Allemagne est nécessaire, et elle se situe sur un plan idéologique ; l'Europe de l'austérité contre l'Europe de la croissance, l'Europe des disciplines contre l'Europe des solidarités », disait tout récemment Claude Bartolone. Alors que le Front national est donné par des sondages à 18 % aux européennes, devant le PS, cette démagogie participe du renforcement des idées réactionnaires dont le FN est le seul gagnant. Face à des gouvernements, de gauche comme de droite, qui, dans toute l'Europe, mettent en œuvre des politiques d'austérité parce qu'ils sont au service de la même oligarchie capitaliste et financière, plus que jamais, le repli national est un piège. La lutte des travailleurs et des classes populaires contre l'austérité ne connaît ni frontières ni préjugés.

Galia Trépère

*Si l'histoire ne se répète pas, au Mali elle bégaie singulièrement. Ainsi, comme en avril 1992 et plus récemment en octobre 2009, les mêmes protagonistes, gouvernement malien et rebelles armés touaregs, sont en train de négocier un énième plan de paix.*

Qu'attendre de ces pourparlers ? Ils sont menés par un gouvernement illégitime, qui doit principalement son fauteuil à la France, et les indépendantistes du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) dont la représentativité des touaregs et a fortiori des autres communautés vivant dans le nord du pays est pour le moins discutable. Ces deux protagonistes sont largement comptables des souffrances des populations depuis l'intervention militaire française.

### Sur le dos des populations

De ces négociations, les populations, dont les nombreuses et actives organisations de la société civile, restent les grandes absentes. Cela donne ainsi l'avantage à des groupes armés, maliens et rebelles, qui, des deux côtés, ont agressé les habitants des villes et des villages du nord en raison de leurs origines ethniques. Avec les mêmes règles du jeu et les mêmes joueurs, le scénario est connu d'avance. Les trafics en tous genres, les enrichissements et la corruption, vont de nouveau se développer au détriment d'une population encore plus appauvrie et divisée par ces conflits provoqués en son nom.

Quelle que soit leur communauté, les habitants du nord du Mali ont besoin avant tout de services publics, de centres de santé, d'écoles,

d'infrastructures agricoles et routières. Mais les risques sont grands que les sommes versées pour le développement soient de nouveaux accaparées par les dirigeants des différents groupes armés, qu'ils soient officieux ou officiels.

Pour la communauté internationale, particulièrement la France et les États-Unis, le plus important est d'avoir un accord de paix qui permet la tenue des élections présidentielles sur l'ensemble du territoire le plus rapidement possible, pour donner un vernis légal aux caciques du régime qui ont conservé le pouvoir. Pré-requis essentiel pour asseoir la légalité du déploiement de la Minusma, la force des Nations unies au Mali, et permettre aux USA de pouvoir traiter officiellement avec le nouveau gouvernement élu.

Et peu importe si les élections prévues fin juillet sont bâclées. En effet la période des pluies va rendre les opérations électorales difficiles, d'autant que les conditions techniques minimales ne sont pas réunies. Une telle impréparation ne peut que favoriser les fraudes électorales dont le pouvoir de Bamako est coutumier.

### Renforcement de l'impérialisme au Sahel

Ce décorum légal permettra de mettre en place le plan prévu par Paris. Une force militaire des Nations unies dirigée par le général

## MALI Jeu de dupes



François Hollande et le Président malien par interim Dioncounda Traoré à l'Élysée le 17 mai dernier. REUTERS/GONZALO FUENTES

rwandais Jean-Bosco Kazura, assisté d'un général nigérien, le chef d'état-major étant un général français ! Au côté des casques bleus, des troupes françaises - un millier d'hommes - restent indépendantes, et sont habilitées à mener leurs propres opérations offensives. Dans le même temps, l'armée française renforce ses bases dans les principaux pays limitrophes, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger où les commandos du Commandement des opérations spéciales sont déployés pour protéger les installations d'Areva. C'est à Agadés que stationneront les drones américains pour

la surveillance de toute la région sahélienne.

Avec ce dispositif, les puissances impérialistes, France en tête, n'ont plus besoin de l'aide du MNLA pour sécuriser la région et François Hollande peut désormais déclarer qu'il ne peut y avoir qu'une seule armée sur tout le territoire du Mali. Comme souvent, les grands vainqueurs de cette crise africaine sont à Paris. Hollande a gagné ses galons de grand commandeur de la Françafrique, la hiérarchie militaire a sauvé son budget et renforcé ses bases sur le continent. Parions que les entreprises tricolores seront toutes désignées pour aider

« au développement et à la reconstruction » du Mali.

Pourtant, rien n'est réglé. L'intervention française n'a nullement réussi à éradiquer le terrorisme, objectif affiché de Hollande. L'éparpillement des djihadistes sur les pays de la région multiplie ainsi les foyers de conflit. Au nord du Mali, les populations restent encore victimes tant des forces maliennes que des différents groupes armés comme le MNLA, les combattants arabes de Ber, ou les milices de Ganda Koy. Dans ce climat, la Commission dialogue et réconciliation ne permet pas un apaisement entre les différentes communautés.

Paul Martial

## ASSISES DU FRONT DE GAUCHE Débat et confusion

*Les Assises initiées par le Front de gauche aurait réuni « plus de 2 500 militants syndicaux, politiques, associatifs et citoyens » selon l'Humanité. Cela dit, les lecteurs du journal n'auront pas la possibilité de connaître les positions défendues par les intervenantEs du NPA dans deux tables rondes et une des deux plénières...*

C'est une étrange conception du débat qui consiste à gommer les idées défendues par le seul courant politique invité qui ne se situait pas dans le cadre du changement de cap et proposait une autre perspective, celle d'une opposition de gauche au gouvernement. Les propos tenus par Jean-Luc Mélenchon expriment la confusion qui traversait les débats : « Nous voulons instituer une majorité alternative pour changer complètement de cap. La constituer, c'est possible, car elle existe déjà à l'Assemblée nationale. Pas un élu PS qui n'a été élu sans les voix du Front de gauche et celle des écologistes, et vice versa. C'est pour cela que cette majorité est à portée de main. » Pierre Laurent lui fait écho avec la foi du charbonnier : « Ma conviction, c'est que les forces existent pour sortir notre pays de l'austérité, pour construire les alternatives. Je suis



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

persuadé, depuis l'année dernière, que ces forces sont majoritaires. »

### Le changement ou l'impasse ?

Les dirigeants du Front de gauche cherchent à convaincre leurs militants que le changement est à portée de main.

Il suffirait de faire changer de cap la majorité actuelle, de lui donner un bon premier ministre et le tour serait joué ! C'est fermer les yeux sur la réalité des rapports de forces politiques. C'est le complément direct d'un bluff plus important qui laisse croire qu'il serait

possible de changer les choses dans le cadre institutionnel : une 6<sup>e</sup> république qui naîtrait des flancs de la 5<sup>e</sup> ! À défaut de convaincre le PS, Pierre Laurent et Mélenchon se contentent de faire la cour à Marie-Noëlle Lienemann ou à EÉLV.

Il est clair que cette politique ne peut conduire que dans une impasse. Construire une réelle alternative aux politiques d'austérité implique de se battre, de préparer l'affrontement avec le gouvernement, en premier lieu sur les retraites, agir comme une opposition déterminée, à gauche, une opposition pour imposer une autre politique, conquérir la démocratie et remettre en cause les pouvoirs de l'oligarchie financière.

C'est cette politique que nous avons défendue pendant les Assises, c'est ce débat que nous voulons avoir avec les militantEs de la gauche politique et syndicale, avec les travailleurEs et les jeunes.

Yvan Lemaitre

## GRÈCE

## Une faute politique décisive ?

Ces derniers mois ont été marqués par un incontestable temps d'arrêt des mobilisations nationales : en cause, le découragement croissant puisque toutes les luttes depuis 4 ans se heurtent à un mur de mépris et de répression, qui devient d'ailleurs une constante européenne. Mais aussi en raison du refus de la bureaucratie syndicale de lancer des mouvements qui pourraient lui échapper !

Et cela vaut bien sûr pour les courants syndicaux émanant des trois partis au gouvernement (en Grèce, pas de tendance syndicale mais des fractions représentant directement les partis), mais aussi pour celui du KKE ou de Syriza (le premier ayant refusé d'appeler à la récente grève des enseignants, le second ayant trahi leur volonté majoritaire en faveur de la grève). D'où l'immense espoir qui a surgi avec la magnifique mobilisation en cours des travailleurs de l'organisme de télé-radio publique ERT, non pas menacés de licenciements mais carrément licenciés du matin au soir du sinistre mardi 11 juin par le non moins sinistre porte-parole du gouvernement, Kedikoglou.

## L'erreur de Samaras

En tête des sondages, le Premier ministre a cru pouvoir imposer à ERT une recette qui lui était demandée par l'UE : attaquer le prétendu sureffectif des fonctionnaires. On sait maintenant que l'UE, une des composantes de la troïka, exigeait depuis 2011 une réduction voire une liquidation de plusieurs organismes publics, dont ERT. Samaras a donc voulu exaucer les demandes de la troïka, en visite de contrôle à Athènes, et montrer qu'il est un ministre à poigne. Mais ce qu'il ne prévoyait pas, c'est la vague de protestation et de refus que son acte aux formes de coup d'État allait entraîner : depuis mardi 11 juin, les personnels de ERT occupent le siège central et des dizaines de milliers de personnes sont allées les soutenir, avec organisation de concerts, d'événements populaires.

Une grève générale de 24 heures a eu lieu jeudi, les deux confédérations et fédérations du public n'ayant pas pu cette fois se défilier. Partout dans le pays, la population fait connaître son refus (65% d'après un sondage), et les licenciés assurent un programme en continu par d'autres canaux solidaires, que le gouvernement tente de brouiller. Cette vague de fond a déjà des conséquences politiques importantes. D'abord une crise gouvernementale : le Pasok et Dimar (7 et 4,5% dans un sondage cette semaine), membres de la « troïka intérieure » tentent de se refaire une santé, en refusant l'acte de Samaras, qui se retrouve isolé... avec le seul soutien des nazis de Chryssi Avgi. On observe aussi une évolution dans les sondages : Syriza repasse en tête avec 29%, la droite étant créditée de 26,5%. Les nazis restent pourtant à 14% dans un sondage, 9% dans un autre sondage qui donne aussi 1,5% à Antarsya. Mais le plus important est le fait que cette mobilisation a forcé toute la gauche à se réunir sur le même lieu, au contraire des pratiques de division habituelles. L'enjeu est compris : si les ERT gagnent, ce serait la première victoire d'une mobilisation centrale depuis le début des mémorandums ! Autre point important : la puissante solidarité internationale, et notamment européenne (syndicats, partis, associations professionnelles) est vue comme très utile.

## Vers la démission du gouvernement ?

Outre l'écran noir de mardi, il faut rappeler qu'en quelques mois, la

troïka intérieure a procédé à trois mesures de réquisition de grévistes, ôtant donc ce droit fondamental au personnel du métro, puis aux marins et aux professeurs. Dans le même temps, les nazis bénéficient d'une impunité inquiétante pour leurs crimes, dont le dernier est ce député proclamant sans honte à l'assemblée son négationnisme du génocide des Juifs. Que ce soit pour le droit de grève ou contre les nazis, on peut espérer que la mobilisation populaire en faveur de ERT va désormais prendre les mêmes formes, avec notamment le soutien uni des artistes et des intellectuels, pour lancer une contre-offensive démocratique devenue urgente et centrale.

Si Samaras garde le soutien des grands requins audiovisuels privés,

s'il va vouloir casser cette vague de solidarité, il est clair en même temps que l'actuelle mobilisation peut déboucher très vite sur une question concrète : la démission du gouvernement. Se pose donc très concrètement la question du gouvernement qui pourrait être mis en place pour commencer à prendre les mesures anti-austérité : sur ce plan, l'absence de réponse claire et massivement crédible pèse et affaiblit les luttes, quelle que soit leur puissance. La mobilisation autour de ERT pourrait faire accélérer les clarifications pour un débouché politique. L'annulation par la justice du décret gouvernemental de ERT est une première victoire. La mobilisation doit continuer.

D'Athènes, A.Sartzekis



## USA Internet, un immense réseau policier

Edward Snowden a dévoilé à la presse l'existence d'un programme de surveillance des communications aux États-Unis. Il est aujourd'hui réfugié à Hong Kong.

Ancien technicien de la CIA, il travaillait depuis quatre ans à la NSA (National security agency), agence chargée de capturer toutes formes de communication censées intéresser le monde du renseignement américain dont il a révélé des documents confidentiels. Ces révélations concernent la récolte depuis 2006 des données d'appels téléphoniques par l'opérateur Verizon, et vraisemblablement d'autres. Ils concernent aussi un programme appelé Prism qui vise à intercepter les communications d'internautes étrangers se situant hors des États-Unis, sur neuf grands réseaux sociaux comme Facebook.

## Big brother

« Je n'ai aucune intention de me cacher parce que je sais que je n'ai rien fait de mal », a-t-il déclaré, expliquant que son « seul but est d'informer le public sur ce qui a été fait en son nom et ce qui est fait contre lui ». « Je ne veux pas vivre dans une société qui fait ce genre de choses. Je ne veux pas vivre dans un monde où tout ce que je fais et dis est enregistré ».

Il explique : « La NSA a construit une infrastructure qui lui permet d'intercepter presque tout. Avec cette capacité, la vaste majorité des communications humaines sont automatiquement ingérées sans ciblage. Si je veux voir vos courriels ou le numéro de téléphone de votre femme, je n'ai qu'à utiliser les interceptions. Je peux avoir vos courriels, mots de passe, enregistrements téléphoniques, cartes de crédit ». La NSA agit avec la complicité des géants de l'Internet : Microsoft, Apple, Google, Facebook, Skype, OAL, YouTube, PalTalk ou Yahoo. Obama a poursuivi la politique mise en place par Bush au lendemain des attaques du 11 septembre 2001, avec le Patriot act qui a levé toute limite aux pouvoirs de surveillance et d'investigation des services américains. Il tente maintenant de sauver la face en donnant quelques garanties juridiques aux Européens et en se félicitant que le débat s'ouvre... Un débat que la CIA et le FBI ont tranché par avance.

Yvan Lemaître

## IRAN Derrière la « réforme », la crise...

Pour une majorité d'électeurs et électrices, l'élection présidentielle a été l'occasion d'infliger un camouflet au guide Ali Khameneï, premier personnage de la République islamique d'Iran, et de prendre une revanche sur la réélection frauduleuse d'Ahmadinejad en 2009.

Hassan Rohani s'est imposé à la surprise générale et cela dès le premier tour, face aux candidats fondamentalistes proches du Guide. Présenté comme « modéré », Rohani a été de 1982 à 1988 un membre influent du Conseil suprême de défense puis Secrétaire général du Conseil suprême de sécurité nationale, un des principaux organes répressifs du régime. Il a été également le négociateur en chef sur le dossier nucléaire sous la présidence de Khatami entre 2003 et 2005. Membre du Conseil des experts, une des plus hautes instances du pays, Rohani est un homme du sérail, garant des institutions dictatoriales de la République islamique. Pour le régime, ces élections devaient être une vitrine de l'adhésion populaire à la République Islamique. La « victoire » d'Ahmadinejad en 2009, l'irruption dans la rue d'un vaste mouvement de contestation écrasé, et le bilan désastreux des années Ahmadinejad ont réduit les marges de manœuvre du pouvoir. Comme à l'accoutumée, le scrutin s'est

déroulé sous contrôle. Parmi les 800 actes de candidature, le régime en a retenu 8. Les candidatures de Rahim Mashaie, dauphin d'Ahmadinejad, et de Rafsandsjani, un des hommes clés de la République islamique, ont été refusées. Dans ce contexte, la population a voté pour le candidat qui apparaissait le moins lié aux fondamentalistes.

## Contre le régime dictatorial et réactionnaire

La division du camp fondamentaliste (pas moins de 6 candidats) et le ralliement du candidat « réformateur » ont certes favorisé la victoire de Rohani. Le Guide et les Gardiens de la Révolution ont laissé faire. Ils comptent sur Rohani pour désamorcer les tensions internationales autour du programme nucléaire, pour éloigner le spectre d'une intervention militaire israélienne contre les sites nucléaires et pour obtenir un allègement des sanctions commerciales et économiques. Sur le plan intérieur, le régime entend utiliser Rohani comme une soupape, alors que la jeunesse et une grande partie de la

population souhaitent en finir avec la République islamique. La crise de régime s'est accentuée depuis 2009. En effet, après avoir marginalisé le camp dit « réformateur », les proches du Guide se sont entredéchirés. Ces quatre dernières années ont été marquées par les tensions entre Khameneï et Ahmadinejad. Cette crise de régime s'exacerbe à mesure que le pays s'enfonce dans le marasme social et économique. Avec plus de 60% de chômage chez les jeunes, l'explosion des licenciements et une inflation à 40%, le mécontentement social est profond. Mécontentement qui se traduit notamment par des grèves ouvrières toujours réprimées. À cela s'ajoute évidemment la nature dictatorial de la République islamique qui tend à réduire les espaces de liberté. Dans ce contexte, le caractère parasitaire des Gardiens de la Révolution qui contrôlent près de 40% de l'économie iranienne et le détournement de la rente pétrolière contribuent largement au rejet de ce régime et aux divisions de sommet. Dans le système politique et institutionnel



Hassan Rohani vote durant l'élection présidentielle du 14 juin 2013. REUTERS/YALDA MOAYERI

de la République islamique, le pouvoir est détenu par le Guide, son bureau et par les Gardiens de la Révolution. De la politique étrangère (soutien à la dictature Al Assad), en passant par le dossier nucléaire, la redistribution des

ressources, tout est sous contrôle. Seule l'irruption des couches populaires, des travailleurs et de la jeunesse mettra fin au règne de la Mollaharchie. Ils ont besoin de notre soutien.

Babak Kia

# Le changement climatique, c'est maintenant!

Les « événements naturels extrêmes » se multiplient partout dans le monde : inondations, montée des rivières (sans précédent en Europe depuis... le XIII<sup>e</sup> siècle), sécheresses, ouragans, etc. D'ici quelques dizaines d'années, on risque d'atteindre le point de non-retour, le dépassement des 2°C de réchauffement, et le déclenchement d'un processus incontrôlable.

Les conséquences? Fusion des glaces polaires et élévation du niveau de la mer avec la submersion des principales villes de la civilisation humaine, réduction dramatique de l'eau potable, désertification, incendies détruisant les dernières grandes forêts... Selon les scientifiques, si l'on dépasse les 350 ppm (parties par million) de gaz à effets de serre, on ne pourra pas empêcher le dépassement des 2°C. Or, dans l'hémisphère Nord – le cœur du système capitaliste – les 400 ppm sont atteints pour la première fois depuis... le pliocène, une ère géologique datant d'il y a quelques millions d'années!

## Toujours plus vite vers la catastrophe

L'accumulation de gaz carbonique, la montée de la température, la fonte des glaciers polaires et des « neiges éternelles », la désertification des terres, les sécheresses, les inondations : tout se précipite et les bilans des scientifiques, à peine l'encre des documents séchée, se révèlent trop optimistes. Concernant les prévisions, on penche maintenant, de plus en plus, pour les fourchettes les plus élevées. On ne parle plus – ou de moins en moins – de ce qui va se passer à la fin du siècle, ou dans un demi-siècle, mais dans les dix, vingt, trente prochaines années. Il n'est plus seulement question de la planète que nous laisserons à nos enfants et petits-enfants, mais de l'avenir de cette génération-ci!

Un exemple, assez inquiétant : si la glace du Groenland fondait, le niveau de la mer pourrait monter de six mètres : cela veut dire l'inondation, non seulement de Dacca et d'autres villes maritimes asiatiques... mais aussi de New York, Amsterdam et

Londres. Selon Richard Alley, glaciologue de la Penn State University, la fusion de la calotte du Groenland, qu'on avait l'habitude de calculer en centaines d'années, pourrait se produire en quelques décennies!

Cette accélération s'explique, entre autres, par des effets de rétroaction (feed-back). Quelques exemples : la fonte des glaciers de l'Arctique – déjà bien entamée – en réduisant l'albédo, c'est-à-dire le degré de réflexion du rayonnement solaire (il

est maximum pour les surfaces blanches) – ne peut qu'augmenter la quantité de chaleur qui est absorbée par le sol ; des scientifiques ont calculé que la réduction de 10% de l'albédo de la planète aurait l'effet équivalent d'une augmentation de cinq fois du volume de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère<sup>2</sup>. La montée de la température de la mer transforme des surfaces immenses des océans en déserts sans plancton ni poissons, ce qui réduit leur capacité à absorber le CO<sub>2</sub>. Ce phénomène

s'est accéléré, selon une étude récente, quinze fois plus vite que prévu dans les modèles existants<sup>3</sup>!

## Les « scénarios du pire »

D'autres rétroactions sont possibles, encore plus dangereuses. Jusqu'ici peu étudiées, elles ne sont pas incluses dans les modèles du GIEC (Groupe d'experts sur l'évolution du climat pour l'ONU), mais risquent de provoquer un saut qualitatif dans l'effet de serre. 400 milliards de tonnes de carbone sont pour le moment emprisonnées dans le pergélisol (permafrost), cette toundra congelée qui s'étend du Canada à la Sibérie. Si les glaciers commencent à fondre, pourquoi le pergélisol ne fondrait-il pas lui aussi? En se décomposant, ce carbone se transforme en méthane, dont l'effet de serre est bien plus puissant que le CO<sub>2</sub>. Des quantités astronomiques de méthane se trouvent aussi dans les profondeurs des océans : au moins un trillion de tonnes, sous forme de clathrates de méthane. Si les océans se réchauffent, la possibilité existe que ce méthane soit libéré dans l'atmosphère, provoquant un saut dans le changement climatique.

Tous ces processus commencent de façon très graduelle, mais à partir d'un certain moment ils peuvent se développer par sauts qualitatifs. La menace la plus inquiétante, de plus en plus envisagée par les chercheurs, est donc celle d'un *runaway climate change*, d'un glissement rapide et incontrôlable du réchauffement. Il existe peu de scénarios du pire, c'est-à-dire si l'augmentation de température dépasse les 2 ou 3 degrés : les scientifiques évitent de dresser des tableaux catastrophiques, mais on sait déjà les risques encourus. À partir d'un certain niveau de la température, la Terre sera-t-elle encore habitable par notre espèce?

La discussion de ces « scénarios du pire » n'est pas un vain exercice apocalyptique : il s'agit de réels dangers, dont il faut prendre toute la mesure. Ce n'est pas non plus du fatalisme : les jeux ne sont pas encore faits, et il est encore temps d'agir pour inverser le cours des événements.

1. Cité par Fred Pearce, *The Last Generation*, Reading, Eden project books, 2006, p. 83, 90.

2. Calcul d'experts du Scripps Institution of Oceanography de San Diego, Californie, cité par Fred Pearce, *The Last Generation*, p168.

3. Article du journal *le Monde* du 5 février 2008 p. 8.



« La menace la plus inquiétante, de plus en plus envisagée par les chercheurs, est donc celle d'un glissement rapide et incontrôlable du réchauffement. »

# Cha le sy pas

Dossier

## La barbarie... ou l'écosocialisme?

Qui est responsable de cette situation, inédite dans l'histoire de l'humanité? C'est l'homme, nous répondent les scientifiques. La réponse est juste, mais un peu courte : l'homme habite sur Terre depuis des millénaires, la concentration de CO<sub>2</sub> a commencé à devenir un danger depuis quelques décennies seulement. En marxistes, nous répondons que la faute en incombe au système capitaliste.

C'est sa logique absurde et myope d'expansion et accumulation à l'infini, son productivisme irrationnel obsédé par la recherche du profit qui nous met en péril.

### Les capitalistes appuient sur l'accélérateur

Peut-on attendre un réveil tardif de la part des oligarchies dominantes? Toutes les propositions officielles jusqu'ici sont parfaitement incapables de renverser le cours des choses, parce que obstinément enfermées dans la logique de l'économie de marché capitaliste. Comme le constate Hervé Kempf, journaliste au *Monde*, dans *Comment les riches détruisent la planète* (Paris, Seuil, 2007) :

« le système social qui régit actuellement la société humaine, le capitalisme, s'arc-boute de manière aveugle contre les changements qu'il est indispensable d'opérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa promesse ».

Pendant que la crise écologique s'aggrave, business as usual, on continue. L'oligarchie fossile au pouvoir n'a pas réduit mais intensifié l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz – principales sources des gaz à effet de serre – y compris sous ses formes les plus « sales » (sables bitumineux, gaz de schiste) ou dangereuses (puits en haute mer). La mentalité des classes dominantes capitalistes peut être résumée par la célèbre formule de Louis XV : « après moi, le déluge ».

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, qui n'a rien d'écosocialiste, constate pourtant : « Nous courons vers l'abîme, et nous poussons l'accélérateur. » Par « nous » il faut bien entendu entendre les élites capitalistes et leurs gouvernements...

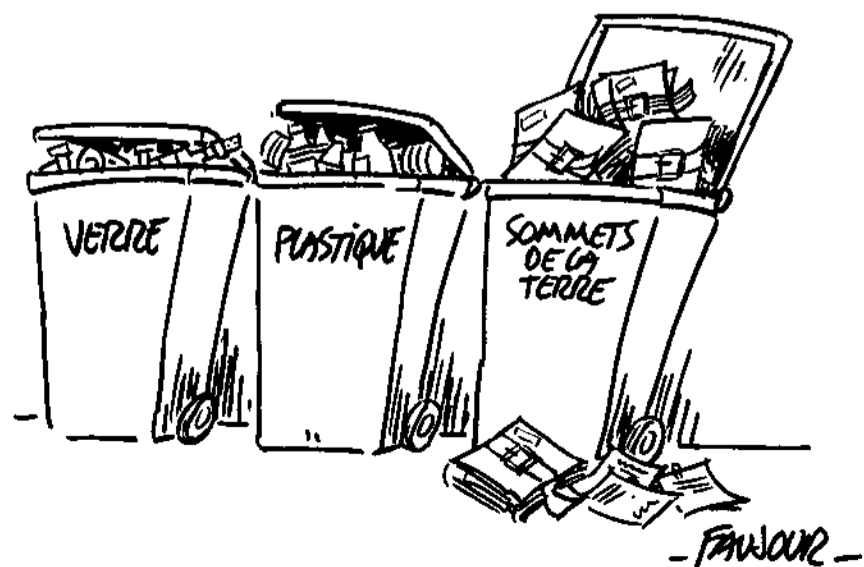
### L'écosocialisme ou la mort!

Pour affronter les enjeux du changement climatique – et de la crise écologique générale, dont ceux-ci sont l'expression la plus menaçante – il faut un changement radical et structurel, qui touche aux fondements du système capitaliste : une transformation non seulement des rapports de production (la propriété privée des moyens de production) mais aussi des forces productives.

Cela implique tout d'abord une véritable révolution du système énergétique, du système des transports et des modes de consommation actuels, fondées sur le gaspillage et la consommation ostentatoire, induits par la publicité. Un changement du modèle de civilisation et la transition vers une nouvelle société, où la production sera démocratiquement planifiée par la population. Où les priorités de production et de consommation ne seront plus décidées par une poignée d'exploiteurs, par les forces aveugles du marché, ou par une oligarchie de bureaucrates et d'experts, mais par les travailleurs et les consommateurs. Bref, la population qui, après un débat démocratique et contradictoire entre différentes propositions, décide.

C'est ce que nous nommons écosocialisme.

« L'oligarchie fossile au pouvoir n'a pas réduit mais intensifié l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz – principales sources des gaz à effet de serre. »



## Appel du FSM de Tunis

# Pour reprendre notre avenir en main, nous devons changer le présent !

Extraits de la déclaration finale de l'Espace climat du Forum social mondial de Tunis (avril 2013), signée Attac France, Focus on the Global South, Via Campesina et de beaucoup d'autres...

(...) Nous ne laisserons pas le système capitaliste nous brûler toutEs. Nous allons passer à l'action et nous attaquer aux causes profondes du changement climatique en changeant le système. Le temps est venu d'arrêter de parler, et celui d'agir.

(...) **Changer le système signifie :**

- Laisser plus des deux tiers des réserves de combustibles fossiles dans le sol ou sous le plancher de l'océan, afin d'éviter des niveaux catastrophiques de dérèglements climatiques.
- Interdire toute nouvelle exploration et exploitation de pétrole, sables bitumineux, schistes bitumineux, charbon, uranium et gaz.
- Soutenir une transition juste pour les travailleurEs et les communautés qui permette de sortir d'une économie basée sur l'usage des énergies fossiles vers des économies locales et résilientes basées sur la justice sociale, écologique et économique.
- Décentraliser la production et la propriété de l'énergie sous le contrôle des communautés locales et en utilisant des sources d'énergie renouvelables.
- Cesser de construire des grands projets d'infrastructure inutiles qui ne bénéficient pas à la population et qui sont des contributeurs nets en termes d'émissions de gaz à effet de serre, tels que les grands barrages, les autoroutes, les méga projets énergétiques, et les aéroports superflus.
- Mettre fin à la domination des formes industrielles basées sur l'exportation de la production

alimentaire, et promouvoir des agricultures paysannes et agro-écologiques de petite échelle, un système agricole qui assure la souveraineté alimentaire (...)

- Stopper l'accapement des terres et respecter les droits des petits agriculteurs, des paysans et des femmes. Reconnaître les droits collectifs des populations indigènes (...)

- Développer des stratégies économiques qui créent des formes de « climate jobs » dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'agriculture, les transports publics et la rénovation des bâtiments.

- Récupérer le contrôle des fonds publics (...) le tout en arrêtant de subventionner les industries polluantes, l'agro-business et l'industrie militaire.

- Mettre fin et inverser les accords de libre-échange et d'investissements négociés au profit du secteur privé (...)

- Mettre fin à la capture par le secteur privé de l'économie et des ressources naturelles au profit des entreprises multinationales.

Ces mesures assureront le plein-emploi dans une économie au service des populations et non des

capitalistes. Nous mettrons ainsi fin à la dégradation sans fin de la terre, de l'air et de l'eau tout en préservant la santé des êtres humains et les cycles vitaux de la nature. Nous éviterons les migrations forcées et les millions de réfugiés climatiques. Changer le système nécessite de mettre un terme à l'empire mondial qu'exercent les entreprises multinationales et les banques. Seule une société qui établit un modèle de contrôle démocratique sur les ressources, basé sur les droits des travailleurs (y compris migrants), des femmes et des populations indigènes, et qui respecte la souveraineté des populations, sera en mesure de garantir la justice économique, sociale et environnementale. Changer le système exige de briser le patriarcat dans le but de garantir les droits des femmes dans toutes les dimensions de l'existence. (...)

Nous avons besoin d'un nouveau système qui vise l'harmonie entre les êtres humains et la nature et non pas d'un modèle de croissance infinie promu par le système capitaliste cherchant à accroître encore et encore les profits. (...) S'il doit y avoir un futur pour l'humanité, nous devons nous battre pour le faire advenir tout de suite.

“ Viser l'harmonie entre les êtres humains et la nature et non pas un modèle de croissance infinie promu par le système capitaliste cherchant à accroître encore et encore les profits.

# Changeons le système, le climat !

réalisé par la commission nationale écologie du NPA

## Nucléaire : la fausse solution

En plein débat sur la transition énergétique et alors que le réchauffement climatique menace de s'emballer, le lobby nucléaire est à l'offensive. Soutenu par les politiques de droite comme de gauche, il essaie de fourguer ses centrales en répétant inlassablement cette contrevérité : comme il n'émet pas de gaz à effet de serre (GES) le nucléaire serait la solution à la crise climatique. Intox totale !

**T**out d'abord, les émissions de GES de la filière nucléaire sont proches de celles des centrales à gaz. Elles sont liées au cycle de vie des réacteurs (construction, démantèlement...) et à celui de l'uranium (extraction, transport, retraitement...). Mais surtout le nucléaire ne permet pas, lui, de récupérer la chaleur dégagée lors de la production d'électricité. Il impose donc de produire de l'énergie supplémentaire pour nos besoins en chaleur.

### Stop ou encore ?

D'autre part, 75 % des émissions mondiales de GES viennent des transports, du chauffage, des procédés industriels, de l'agriculture et du secteur forestier... Des secteurs où le nucléaire n'intervient pas et où des centrales supplémentaires ne serviraient donc à rien. Pour agir sur les 25 % restants, combien de réacteurs supplémentaires faudrait-il ajouter aux

437 existants qui ne produisent que 11 % de l'électricité mondiale, tout en menaçant 100 % de la planète ? Sachant qu'il faut dix ans pour construire un réacteur, ce serait inopérant puisque la décade d'émissions de GES doit être amorcée dès 2015 pour éviter la catastrophe climatique. D'ailleurs, même la pro-nucléaire Agence internationale de l'énergie reconnaît que la contribution du nucléaire à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> serait d'à peine 6 % pour un coût d'au moins 1 000 milliards d'euros contre 54 % pour les économies d'énergie et 21 % pour les énergies renouvelables. Les sommes d'argent colossales exigées par le nucléaire devraient être consacrées à la recherche et à l'exploitation des énergies renouvelables qui seules peuvent répondre sans danger aux besoins en énergie de la population. D'ailleurs, au niveau mondial, les énergies renouvelables produisent nettement plus

d'électricité que le nucléaire. Loin d'être l'énergie de l'avenir, comme le prétend par exemple Arnaud Montebourg, le nucléaire est très mal adapté à un monde qui se réchauffe puisque les réacteurs doivent être constamment refroidis. Pendant la canicule de 2003, un quart des réacteurs ont dû être arrêtés.

### Nucléaire ou renouvelables, il faut choisir !

Il faut viser une plus grande sobriété énergétique. Ne pas se priver, mais réfléchir et produire l'électricité en fonction de nos besoins réels. Il faut aussi viser l'efficacité énergétique, c'est-à-dire réduire le recours à l'énergie au maximum, isoler les bâtiments, construire des logements peu gourmands en électricité, développer des transports en commun de qualité, fréquents et peu chers, voire gratuits. Il faut relocaliser la production et prioriser les circuits courts de distribution de

l'énergie. Là sont les vraies solutions à la crise écologique et sociale.

Du point de vue du projet de société, l'incompatibilité entre nucléaire et renouvelables ne se limite pas aux problèmes de l'intermittence et de la continuité dans la production électrique. Elle débouche sur un choix fondamental entre centralisation et décentralisation énergétique, donc aussi entre standardisation et diversité technique.

Membre du GIEC, le professeur Aviel Verbrugge de l'université d'Anvers résume bien le changement structurel nécessaire pour sauver le climat : « les réseaux électriques doivent évoluer d'une structure pyramidale vers une structure multilatérale dans laquelle des millions de sources d'énergie renouvelables décentralisées seront reliées entre elles dans le cadre d'un réseau intelligent ». Il en tire la conclusion logique : « énergie ultra-pyramidale par excellence, le nucléaire est un obstacle à la transition énergétique ».

La population doit s'emparer de ces questions, décider de ses besoins et imposer une politique énergétique qui passe par l'expropriation des grands groupes et la mise en place d'un service public autogéré par les salariés et les usagers. C'est un enjeu de société qui ne passe pas par les salons ministériels mais par une mobilisation combative populaire.

“ Imposer une politique énergétique qui passe par l'expropriation des grands groupes et la mise en place d'un service public autogéré par les salariés et les usagers.

VILLENEUVE-SUR-LOT (47)

## Deux ennemis irréductibles de notre camp social

Au premier tour des élections législatives partielles dimanche 16 juin, l'UMP et le FN sont arrivés en tête. Le candidat du PS est éliminé, produit des affaires et d'un désaveu de la politique du gouvernement.

Le comité NPA a conduit une campagne militante, dans une élection « à l'américaine » ponctuée par les réunions publiques et les déclarations fracassantes des principaux leaders nationaux des partis en présence. Nous avons vu défiler sur les places de nos marchés Coppé, Bertrand, Marine et Marion Le Pen, Harlem Désir, Valls, Le Foll, Mamère, Picquet, Myriam Martin, Marie-Pierre Vieu... Pour notre part, nous avons eu le soutien de Philippe Poutou. Avec lui, nous sommes allés aux portes des entreprises et avons tenu une réunion publique lundi 10 juin. Le score obtenu par le NPA (1,2%) même s'il est supérieur à celui des précédentes législatives, traduit un état des lieux désastreux. En dépit de la médiatisation accrue, 55% des inscrits ne sont pas allés voter, et le deuxième tour verra donc l'opposition de l'UMP de Costes et du FN de Bousquet Cassagne. Il ne s'agit pas d'une progression électorale de ces deux partis puisque respectivement l'UMP récolte 12,55% des inscrits et le FN 11,38%.

Dans cette situation, le NPA ne choisira pas entre le populisme sécuritaire de Costes et l'ambition fascisante de Bousquet Cassagne, le fils à papa millionnaire. Ces deux individus sont des ennemis irréductibles de notre camp social.

### L'unité pour s'opposer à l'austérité

Exclu du deuxième tour, le PS prétend que cette défaite est le résultat de la division de la gauche. Quelle entourloupe ! Le PS oublie dans cette analyse les démêlés juridiques et financiers de l'ex-député Jérôme Cahuzac, devenu ministre de la rigueur, et la politique anti-ouvrière du gouvernement. Allant même jusqu'à présenter comme candidat Barral, un patron à la retraite qui durant sa campagne n'a eu de cesse de saluer la politique du gouvernement et de se revendiquer de Cahuzac.

Tout ceci dans un contexte social marqué par une augmentation des licenciements et du chômage. La circonscription est marquée par la dégradation violente des conditions de vie et la paupérisation de la population. Bon nombre d'entreprises de la circonscription sont en difficulté et pratiquent déjà le chômage partiel. Le Front de gauche a mené une campagne sectaire, prétendant représenter seul une alternative au gouvernement. Mais, malgré des moyens surdimensionnés, les 5,08% obtenus ne l'autorisent plus à prétendre incarner cette perspective. Le NPA considère que la seule ligne viable aujourd'hui, c'est de reconstruire une véritable unité de tous les travailleurs et de toutes les organisations qui souhaitent en découdre avec l'austérité et la politique du gouvernement. L'urgence est à la constitution d'une opposition de gauche offensive. Développons les luttes, même partielles, remettons à l'ordre du jour la question de la grève contre toutes les politiques d'austérité, et reconstruisons la solidarité internationale et l'unité du mouvement ouvrier. La lutte continue.

Comité NPA de Fumel/Villeneuve-sur-Lot

ARGENTEUIL (95)

## « La rencontre d'une droite décomplexée avec l'expérience de la rue contre le mariage pour tous, et d'une gauche institutionnelle avec l'expérience des reculs sur l'égalité des droits »

Entretien. Omar Slaouti est militant du Collectif local contre les violences policières « Ali Ziri ». Avec lui, nous revenons sur les agressions qui ont eu lieu récemment dans la ville.



Peux-tu décrire les agressions racistes et islamophobes qui se sont déroulées récemment à Argenteuil ?

L'atmosphère est nauséabonde, et on a le sentiment qu'Argenteuil est devenu un laboratoire, un terrain d'expérimentation pour des nazillons et des flics zélés. Le 13 juin, Mme Leila O., se fait arracher les vêtements et une meche de cheveux après avoir été traînée sur 50 mètres ; elle reçoit des coups de pied dans le ventre après avoir dit aux deux skinheads qui l'agressent qu'elle est enceinte (de quatre mois), elle en perdra son bébé. Le 20 mai, Mme Rabia, traitée de « sale arabe, sale musulmane », se fait arracher son foulard, et reçoit plusieurs coups ; quelques mois plus tôt, Mme Nadia a subi le même sort, à coups de cutter cette fois-là.

Le 11 juin, ce sont des képis qui

ont contrôlé sans ménagement une femme qui portait un niqab, alors même qu'elle se pliait à leurs injonctions. Elle a fini au poste, et avec elle, un jeune témoin de la scène passé à tabac. Et à chaque fois, on a une procédure qui traîne et au bout, à l'image des violences policières, l'impunité, comme pour 95% des agressions islamophobes.

Des signes avant-coureurs pouvaient-ils laisser prévoir de telles violences ?

Le contexte, c'est la rencontre d'une droite décomplexée avec l'expérience de la rue contre le mariage pour tous, et d'une gauche institutionnelle avec l'expérience de la gestion libérale et des reculs sur l'égalité des droits. Frigide Barjot est même venue manifester dans les rues d'Argenteuil, de la dalle jusqu'à

quelques mètres du siège national de Civitas.

Dans le même temps, la chasse aux Roms et aux sans-papiers se poursuit, et l'index reste toujours pointé sur les quartiers, les Arabes, les Noirs et les Musulmans. Le résultat fait beaucoup plus mal que le score électoral du FN à Villeneuve-sur-Lot : une partie de la population est déshumanisée, les coups portés sont banalisés et même légitimés.

Comment s'organise la riposte ?

À Argenteuil, la riposte ne s'est pas fait attendre et dès vendredi 14 juin, ce sont plus d'un millier de personnes qui se sont retrouvées devant l'hôtel de ville pour réclamer justice et transparence, en demandant par exemple que soient mis à la disposition des femmes victimes et de leur avocat les enregistrements

des caméras de vidéosurveillance. La riposte, c'est aussi comprendre que les politiques au service des 1% les plus riches et le racisme institutionnel se répondent, mais ne se réduisent pas l'un à l'autre. Dès lors, il nous faut tenir tous les fronts, impulser des dynamiques unitaires qui ne lâchent rien sur l'égalité des droits. Dénoncer le détournement de la laïcité et du féminisme à des fins racistes et islamophobes en particulier. Clément était des nôtres au rassemblement « Mamans toutes égales ».

Pour nous à Argenteuil, chacune des agressions islamophobes, la mort de ce bébé et l'assassinat de Clément se font écho et exigent un tournant radical. Le 23 juin, nous serons dans la rue pour porter le deuil, mais aussi pour exiger la justice.

Propos recueillis par Robert Pelletier

PIERRE MAUROY

## Entre éloges et amnésie

À l'annonce de sa disparition, les couronnes tressées à Pierre Mauroy par l'ensemble de la classe politique institutionnelle ne sauraient être de pure circonstance. Feints ou sincères, ces éloges unanimes viennent nous rappeler qu'avant tout, Pierre Mauroy fut un fidèle serviteur de la 5<sup>e</sup> République et du capitalisme.



Les premiers renoncements

Ce tableau dithyrambique tiré par les responsables politiques et syndicaux de cette époque occulte les renoncements à en appeler à la mobilisation ouvrière et populaire pour imposer durablement les mesures sociales prononcées au

lendemain de la victoire électorale de l'Union de la gauche. Dans un contexte international marqué par les politiques ultralibérales de Reagan et de Thatcher, le gouvernement de Pierre Mauroy, et de Jacques Delors son ministre des Finances européen convaincu, a choisi la pire des

politique, celle du renoncement. Les « trois glorieuses » allaient se solder par un abandon pur et simple des promesses faites aux salariés, dont la première mesure fut la décision du blocage des salaires. Les gouvernements successifs dirigés par les socialistes ne feront que détricoter l'ensemble des conquêtes sociales obtenues après 1981, à l'exception de l'abolition de la peine de mort.

Enfin, nous ne saurions terminer cet hommage iconoclaste sans évoquer l'injure faite par Pierre Mauroy en janvier 1984 aux salariés de Talbot-Aulnay (aujourd'hui PSA) en grève contre les licenciements et les plans de restructuration, qualifiant ce mouvement de « grève des ayatollahs ». Tenue par un Premier ministre « socialiste », cette expression illustre à elle seule le fossé qui existe entre les internationalistes dont nous faisons partie, attachés à l'égalité des droits, et combattant le poison mortel que sont le développement des idées racistes et nationalistes, et les gestionnaires de cette 5<sup>e</sup> République, qu'ils soient classés à droite ou à gauche.

Alain Pajolat



# SNCF La début de la riposte

Le 13 juin dernier, les cheminots étaient appelés à cesser le travail par toutes les fédérations syndicales. Avec 47,3% de grévistes, cette mobilisation – la plus importante depuis 2010 – a été un succès. Une première étape dans la lutte contre la réforme du ferroviaire (voir article dans Tout est à nous ! n°194).

Prenant prétexte de l'arrivée d'opérateurs privés sur le marché du transport ferroviaire de voyageurs en 2019, le projet prévoit la division et l'éclatement des cheminots de la SNCF en trois entreprises distinctes. Cela aurait pour conséquence de séparer les activités rentables de celles qui ne le sont pas, mais également de diviser encore un peu plus les cheminots entre eux. De fait, ce sont plus de 50 000 agents chargés de l'entretien et de l'exploitation de l'infrastructure (voies, caténaires, aiguillage, etc.) qui seraient expulsés de la SNCF vers une nouvelle structure. Le mécontentement des cheminots se cristallise également autour de la défense des conditions de travail. Car après la réforme de structure, le gouvernement et la direction veulent abroger la réglementation du travail en vigueur à la SNCF (le « RH077 »). Ils veulent « baisser le coût du travail », en faisant travailler les cheminots plus longtemps (plus grande amplitude horaire) et plus souvent (moins de jours de repos). Le patronat affirme donc vouloir l'aligner au plus près de ce qui se pratique déjà dans les filiales privées du groupe SNCF et chez les autres opérateurs privés, pour sauvegarder la « compétitivité » et ne pas perdre des « parts de marché ».

## Premier tour de chauffe

Mais cette concurrence n'est qu'un grossier mensonge. En effet, c'est avant tout la direction de la SNCF qui l'organise elle-même par le biais de ses centaines de filiales qu'elle utilise déjà pour faire pression à la baisse sur les conditions

de travail et de rémunération. Dans la branche marchandise par exemple, le deuxième opérateur privé n'est rien d'autre que VFLI... une filiale à 100% de la SNCF !

De par son ampleur, cette journée de grève est un succès. La préparation de cette journée aura certainement marqué un tournant. Désormais, tout le monde a entendu parler de la réforme et

beaucoup d'entre nous sont bien déterminés à en découdre. Lors des divers rassemblements ou assemblées générales, les discussions ont souvent abordé des sujets tels que la grève reconductible ou encore la question des retraites. Après cette première réussite, il faut désormais amplifier cette lutte jusqu'à la victoire.

CorrespondantEs



## SBFM (LORIENT)

# Chantage à l'emploi et antisyndicalisme

**Entretien.** La SBFM représente le meilleur des luttes ouvrières du Morbihan. C'est pourquoi la direction s'acharne, non seulement dans une politique de régression sociale au nom de la compétitivité, mais aussi à faire plier la CGT. On fait le point avec ces militants syndicaux.

### Peux-tu revenir sur l'histoire récente de l'usine et de sa réintégration dans le périmètre de Renault?

En 2009, le groupe Garo qui détenait l'entreprise a été mis en liquidation judiciaire. La bataille pour la réintégration dans le groupe Renault a duré des mois avec l'ensemble des salariés. Au départ, il y avait seulement les ouvriers puis, au fur et à mesure, les gens des bureaux ont rejoint le mouvement.

### Quel est le contenu de l'accord que Renault veut imposer?

Cet accord ressemble à l'ANI. C'est un accord de compétitivité. C'est le retour aux 35h, dans le cadre de Renault, mais ce qu'ils veulent, en réalité, c'est réduire les temps de pause à 20 minutes alors que dans l'accord SBFM les pauses correspondaient aux conditions de travail dans les fonderies, plus difficiles que sur les chaînes de montage.

Les conditions de travail aujourd'hui sont celles de Germinal : pas de balayeuse, l'empoussièrisme est monstrueux. Sur les chaînes, près de 15 tonnes de fonte déplacées par jour, des porte-fusées qui font environ 15 kilos qu'il faut prendre dans une benne, calibrer, mettre sur une presse. Tout cela avec 10 minutes

de pause, ce n'est pas réalisable ! Ils enlèvent 16 jours de RTT à l'équipe de nuit, et demandent donc de travailler 16 jours supplémentaires sans rémunération, à l'encontre de l'accord signé en 2000. Pour les salariés de nuit c'est inacceptable !

### Comment réagissent les salariés?

Les salariés qui sont vraiment à la peine, sur les unités de production, sur les chaînes, attachés à la machine, ne voient pas cela d'un bon œil. 20 minutes de pause par jour, ce n'est pas suffisant ! En ce qui concerne le personnel du tertiaire ou même les mécanos qui peuvent se déplacer, ils ne sont pas concernés par ces pauses. Au total, il est difficile de prévoir la réaction des salariés, c'est compliqué. La peur de la liquidation de l'usine, de la difficulté à engager et gagner une nouvelle bataille sont pesantes dans l'usine.

### Quelles actions pour s'opposer à ce plan?

La CGT a souhaité participer à toutes les réunions menées par la direction pour justement parler de ces temps de pause pour les postes particulièrement durs. Il y a des contacts avec d'autres sites et avec la coordination CGT du groupe Renault. Les liens avec les autres

sites sont importants mais matériellement difficiles. Un collectif CGT-fonderies vient d'être remis en place, ce qui va permettre de mettre en commun les informations.

Le 12 juin, a eu lieu un Comité d'entreprise extraordinaire sur le projet de compétitivité Renault. La CGT a refusé de se prononcer avant d'avoir eu l'avis du CHSCT de la fonderie fondé sur l'expertise d'un

organisme indépendant. La délibération pour une consultation du CHSCT fonderie a été votée au CE par 5 membres et une abstention. Le patron de l'usine l'a renvoyé d'un revers de main et a refusé cette délibération. L'inspection du travail a été saisie et la CGT espère pouvoir faire reporter le projet jusqu'au résultat de cette expertise.

Propos recueillis par le NPA 56

## CONGRÈS DU SNUIPP-FSU

# Maintenant la mobilisation ?

Le SNUipp-FSU, premier syndicat des professeurs du primaire (50 000 adhérentEs), tenait la semaine dernière son 9e congrès à Saint-Malo. Un congrès au cours duquel la direction a été quelque peu bousculée...

Issu d'une scission de la Fédération de l'éducation nationale, et porteur d'un « syndicalisme de transformation sociale », le SNUipp s'est créé en 1993 à l'initiative de militants des tendances Unité Action (proche du PCF) et École émancipée (proche de la gauche radicale) qui refusaient la transformation du Syndicat national des instituteurs en syndicat d'accompagnement. Alors que le candidat François Hollande avait fait de l'éducation sa priorité, cette promesse a été immédiatement sacrifiée sur l'autel de l'austérité. Pire, le ministre Peillon vient de faire voter une nouvelle loi d'orientation sur l'éducation qui est dans la droite ligne des politiques éducatives menées sous Sarkozy : déréglementation, continuation du socle commun de compétences, soumission de l'école aux intérêts patronaux...

La réforme des rythmes scolaires a cristallisé le mécontentement des enseignants (grève du 12 février, puissant mouvement intersyndical à Paris...). Loin d'améliorer les conditions d'apprentissage pour les enfants et les conditions de travail des enseignants, elle renforce le poids des municipalités et constitue la voie ouverte vers la déréglementation du service public d'éducation.

### Une direction mise en minorité

Sur ce sujet comme sur l'ensemble de la loi Peillon, la direction nationale du SNUipp ne s'est pas clairement opposée. Aussi, elle a été bousculée lors de ce congrès. Sur différents sujets (socle commun, place du concours de recrutement, suppression des APC nouveau nom de l'aide personnalisée, relation syndicale privilégiée avec

## LES NÔTRES

# Jacques Pollet (1948-2013)



Notre camarade Jacques Pollet vient de décéder. Il était hospitalisé depuis quelques semaines, mais il affrontait la maladie avec un moral d'acier, toujours un roman ou un journal à la main. Jacques était un militant qui a consacré, depuis sa jeunesse, sa vie à la défense des idées socialistes et communistes. Il était aussi militant syndical à SUD-PTT parce qu'il savait qu'on ne pouvait pas changer la société sans résister et se battre au jour le jour contre les injustices petites ou grandes. Les camarades de Valenciennes l'avaient connu il y a 9 ans quand il avait rejoint la section LCR de Valenciennes. Il ne manquait jamais une manif, une réunion unitaire pour la défense de la sécu, des retraites, ou une diff sur les lycées de Denain. Il avait construit et animé le comité NPA à Abscon, et il passait régulièrement dans les boîtes aux lettres des tracts qu'il rédigeait lui-même. Et tout y passait, de la dernière infamie du Medef au prochain coup tordu de la vraie droite ou de la fausse gauche. Mais aussi tout ce qui concernait la vie quotidienne, toutes les choses grandes ou petites qui touchaient la vie des gens de la ville.

Il le faisait avec son style bien à lui, gueulard et ironique qu'il était. C'est aussi quelqu'un de discret qui n'aimait pas être en photo. L'occasion de franches rigolades quand il fallait s'y reprendre à vingt fois pour avoir une photo sans grimace sur une affiche électorale. Toutes nos pensées vont à Marie-France, sa compagne. Nous n'avons pas seulement perdu un camarade de lutte mais aussi un copain, un ami qui laisse un grand vide derrière lui.

Ses camarades du comité de Valenciennes

Correspondants



# Les comités en action !

**Gers Fête du NPA32 et des anticapitalistes.** Fidèles à la tradition du « *buon vivir* » gersois, les anticapitalistes se sont réunis samedi 15 juin pour cette 2<sup>e</sup> édition autour d'un méchoui, réunissant une trentaine de militantEs et sympathisantEs, dont des camarades d'AL et du PG, des syndicalistes, des militantEs de divers collectifs et de nombreux jeunes. Les spécialités culinaires salées ou sucrées des unEs et des autres, arrosées de vins du pays, eurent tôt fait de détendre l'atmosphère et encourager les discussions et débats pour ceux et celles qui ne se connaissaient pas. Après quelques interventions notamment de notre camarade du NPA Johan mettant l'accent sur l'importance de la lutte antifasciste et la nécessité de la constitution d'un comité unitaire dans le département, Michel d'Alternative libertaire s'est félicité du rapprochement entre nos deux organisations, avec la perspective de la constitution d'un Front anticapitaliste.



Les conversations se sont prolongées tard dans l'après-midi en particulier, autour de discussions sur la menace fasciste, raciste et homophobe dans ce pays, menace qui s'est révélée au grand jour dans les derniers mois. C'est dans ce sens qu'il a été décidé de répondre favorablement à l'appel unitaire national et de nous engager à participer massivement en vue de la constitution d'un collectif antifasciste gersois.

**Grenoble (38) Solidarité avec le peuple syrien.** Une quarantaine de personnes ont assisté à la réunion publique organisée par le NPA mardi 11 juin. Joseph Daher, militant de la gauche révolutionnaire syrienne, l'a introduite en revenant sur les caractéristiques réelles du régime : ni anti-impérialiste, ni laïque, ni progressiste. Il a aussi présenté les contradictions du processus révolutionnaire dans un contexte de militarisation de la répression et la nécessité d'étudier les modalités de résistances populaires armées et civiles. Joseph a ainsi pu donner de larges exemples des processus d'auto-organisation dans des territoires libérés, loin des clichés médiatiques. Il a pu aussi expliquer pourquoi Genève 2 s'inscrit dans un plan d'enterrement de la révolution et ne peut profiter qu'au régime. La discussion a largement porté sur la réalité de l'autonomie populaire, sur les liens qui existent entre le caractère civil et armé de la révolution, sur l'appréciation de la nature du régime et la possibilité de l'abattre, sur le sens de l'intervention du Hezbollah et les raisons des divergences au

sein des gauches arabes. Nous avons pu également aborder la question des solidarités et de leurs enjeux politiques, non seulement pour aider les résistances populaires mais aussi pour l'approfondissement des processus révolutionnaires dans toute la région. Un débat riche y compris avec les Syriens présents à notre initiative, et auquel il s'agit maintenant de donner des suites.

**Marseille (13) Philippe Poutou fait le tour des luttes.** Philippe Poutou est venu à Marseille le vendredi 14 juin. Il a rencontré les salariéEs des Moulins Maurel sous le couperet d'une fermeture d'usine. À midi, repas à l'usine Fralib, où l'on prépare pour le 29 juin un « *carrefour des luttes* ». L'après-midi, visite à un piquet de grève original, celui que les employéEs du centre des impôts Sainte-Anne à Marseille qui entendent bien empêcher l'administration de brader le foncier. Le soir, Philippe a été accueilli par 70 personnes dans une salle municipale. Avant son intervention, François a pris la parole et rappelé les prochaines mobilisations contre les réactionnaires, en participant à l'Europride Marseillaise du 20 juillet ou à la mobilisation du 15 septembre contre l'université d'été du FN. Après des interventions pour décrire les résistances dans l'Éducation nationale et revenir sur la lutte du centre des impôts, le CRAC (Collectif de résistance aux attaques du capital) a appelé à s'unir sur le terrain des luttes sociales. Un salarié de Fralib est aussi intervenu. Enfin, après avoir présenté notre orientation, Philippe a répondu à plusieurs interrogations : Quelle autre société et comment faire ? Et la classe ouvrière dans tout ça ? Le NPA n'est-il pas un peu flou, sur les mesures défendues, entre amélioration des choses et nécessité de tout changer ? Et comment être unitaire et radical ?

**Nîmes (30) Une réunion publique combative avec Christine Poupin.** Le NPA local a décidé de tenir un meeting avec notre porte-parole nationale, notre camarade Christine Poupin. La préparation a mobilisé toutes les énergies militantes du Gard : 3 000

tracts distribués devant les boîtes, carrefours, resto administratif, dans la rue, les marchés, etc. 350 affiches collées avec acharnement, pancartes aux feux et carrefours... Tout cela n'a pas été vain : 80 personnes ont répondu à notre appel. Beaucoup de jeunes attirés par l'activité de notre comité jeunes tout au long de l'année scolaire, une dizaine de salariéEs de l'entreprise Call expert, en lutte contre la fermeture pure et simple de leur entreprise, etc. Au chapitre des satisfactions, les nombreuses interventions en tribune de salariéEs en lutte : outre Call expert déjà cité, Haribo Uzès, le Conseil général du Gard (et sa majorité FdG), Sébastien Migliore (secrétaire de l'UL CGT d'Ales et militant PC) poursuivi devant la justice pour avoir refusé de donner son ADN et pour « *jet d'œuf* »... Le secteur jeunes du NPA a également eu l'occasion de dresser un remarquable bilan d'une année de militantisme acharné dans la bonne humeur ! Et l'intervention de Christine Poupin, juste et sincère, donne une autre idée de la politique : pas de sauveur suprême, mais la nécessité pour le peuple de reprendre réellement ses affaires en mains, les affaires de la cité ! Un bémol toutefois : la participation des Nimois, pourtant inondés d'affiches, a été trop faible.

**Paris 15<sup>e</sup> Réunion unitaire contre l'austérité.** Le comité CAC Paris15, dont fait partie le NPA local, a organisé mardi 11 juin une réunion publique contre les politiques d'austérité en France et en Europe. Une cinquantaine de personnes y ont assisté, moins que dans des initiatives antérieures du CAC, mais pas ridicule. Une initiative de rue (théâtre gesticulé) précédant la réunion publique avait déjà rassemblé plus de 50 personnes. Un inspecteur du travail a rappelé le caractère éminemment instable des rapports de forces entre les classes, et a montré en quoi l'ANI constituait une vraie entreprise de casse de ce droit. Un camarade de Sud-Santé a souligné le caractère destructeur pour l'hôpital public des politiques suivies sous Hollande, notamment pour les urgences, tant du point de vue des

patients que des personnels. Le débat a particulièrement tourné autour des questions de précarité, de souffrance au travail et de la future réforme des retraites. Enfin, des camarades qui en revenaient ont parlé du déroulement et des apports de l'Alter sommet d'Athènes. Durant la réunion, les camarades du NPA 15<sup>e</sup> ont souligné le caractère central de la question des retraites. La réunion publique que le comité organise le 27 juin avec François Sabado sera l'occasion de présenter et de débattre de nos réponses politiques.

**Saint-Christol-lès-Alès (30) Philippe Poutou pour soutenir les Call expert.** Le 5 juin dernier, les salariéEs de Call expert ont eu la mauvaise surprise de trouver porte close. La direction avait disparu et tous les outils nécessaires à l'exécution du travail avaient été mis hors service. Après avoir fait constater par huissier l'abandon de l'entreprise, un certain nombre de salariéEs ont décidé de se mettre en grève et d'occuper les locaux jour et nuit. 105 emplois sont menacés... et le président de Call expert Languedoc-Roussillon a envoyé le 13 juin une lettre aux salariéEs leur imputant la situation de blocage... et assurant le versement de leur salaire aux non-grévistes. Depuis, une réunion avec le sous-préfet a eu lieu avec des représentants de la CGT et de la CFDT.



Avec les militantEs du NPA du Gard, Philippe Poutou s'est rendu à Call expert samedi 18 juin afin de rendre hommage aux salariéEs et d'encourager cette lutte difficile, peu soutenue même par les directions de partis ou de syndicats. « *C'est aux exploités eux-mêmes qu'il incombe de créer le rapport de forces qui permettra renverser ce système inique qu'aucune réforme ne rendra plus humain. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces* ». Un discours très bien accueilli par les salariéEs de Call expert mais aussi par ceux d'entreprises encore récemment en lutte comme Haribo. En effet, beaucoup de syndiquéEs aimeraient bien que leurs directions nationales se préoccupent davantage de les défendre. Le CE extraordinaire demandé par les salariéEs aura lieu jeudi et un appel à un rassemblement de soutien est lancé par le NPA du Gard.

**Saint-Denis (93) Une fête très réussie.** Pour la troisième année, samedi 15 juin s'est tenue la fête du comité de Saint-Denis. Cette soirée a été un franc succès, davantage même que les précédentes éditions, malgré un météo pas franchement estivale. Christine Poupin, notre porte-parole nationale, est intervenue, revenant sur

le court mais très inquiétant bilan du PS au pouvoir et rappelant les combats à mener contre l'austérité, le racisme et toutes les injustices que produit le capitalisme. Nous en avons également profité pour présenter nos objectifs politiques locaux dans le cadre des prochaines élections municipales où le NPA présentera sa propre liste. Des acteurs des luttes locales sont également intervenus : les salariéEs communaux et militants du syndicat Solidaires venus nous rappeler les raisons de leurs « *vendredis de la colère* ». Des habitantEs des immeubles récemment expulséEs (du 50 et 103 rue Gabriel-Péri) ont témoigné de leurs actuelles conditions de vie, de leur lutte et du soutien nécessaire pour retrouver un toit.



Cette édition 2013 s'est aussi dotée d'un programme culturel très riche avec la diffusion du dernier film de Ken Loach (*L'Esprit de 45*), projeté devant plus d'une soixantaine de personnes. La musique n'était pas en reste avec une chorale venue chanter pour l'occasion et surtout le groupe La Rabia qui a joué les titres de leur tout dernier album. La fête était aussi l'occasion de se faire dédicacer le livre de l'écrivain algérien Mohammed Taoufik, *Une vie sous le terrorisme*. En tout, cette soirée a rassemblé près de 120 personnes : des camarades du NPA, des proches mais aussi de la GA, de la FASE, de Solidaires, d'AL... Beaucoup de Dionysiens dont beaucoup d'inconnus. Faisons en sorte que ce rendez-vous se répète encore et encore, car force est de constater que *les Rencards du comité NPA de Saint-Denis* se bonifient d'année en année !

**Tarbes(65) Les femmes victimes de l'austérité.** Dimanche 16 juin au matin, une dizaine de membres du Collectif droits des Femmes des Hautes-Pyrénées ont construit le mur symbolique de l'austérité contre les femmes. N'ayant pas pu se rendre à la manifestation nationale de Paris, elles ont tenu à « *marquer le coup* » en distribuant l'appel national pendant deux heures au marché de Tarbes. Puis, le mur de l'austérité a été symboliquement détruit !



## LES BROCHURES

### NON À LA GUERRE AU MALI ET ON LÂCHE RIEN, ON CHANGE TOUT SONT DISPONIBLES

– Auprès des militantEs et à la librairie La Brèche à Paris au prix de deux euros  
– Par correspondance pour trois euros (port compris) à :  
NSPAC, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil.

Possibilité de commande groupée (à partir de cinq exemplaires, merci de nous contacter à :  
diffusion.presse@npa2009.org

À lire, pour débattre et agir !

LITTÉRATURE

# Droit à la paresse et résistance passive

Un sujet presque honteux aujourd'hui en ces temps de valeur travail où les chômeurs sont accusés de profiter de leur situation et de vivre aux crochets de la société. Un fantasme pour ceux qui travaillent (plus de) 35 heures par semaine et en passent presque autant dans les transports. Une réflexion légitime...

Oui, une réflexion légitime pour ceux qui pensent, comme Paul Lafargue qui a théorisé le sujet, que « le prolétariat (...) s'est laissé pervertir par le dogme du travail », et que « les prolétaires (...) ne comprenant pas que le surtravail qu'ils se sont infligé pendant le temps de prétendue prospérité est la cause de leur misère présente ». Lafargue prône un monde de travail partagé où « pour tuer le temps qui nous tue seconde par seconde, il y aura des spectacles et des représentations théâtrales toujours et toujours ». Les grecs antiques ne disaient pas autre chose, mais oubliaient que les esclaves qui s'échinaient pour leur permettre une vie consacrée à la politique, à la pensée et à l'art... étaient des êtres humains au travail. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle en Russie, dans un monde où le servage n'est pas aboli, Oblomov, le héros de Gontcharov, dort encore comme son pays au milieu d'un monde qui s'éveille. Aristocrate terrien, doté de revenus et d'un don certain pour vivre aux crochets de ses



amis, il ne peut rien, ne finit rien, laisse passer même l'amour et passe sa vie allongé sur sa méridienne. Le roman de Gontcharov, à la fois drôle et mélancolique est plus celui d'une paresse subie que choisie. À la même époque, en Amérique, Thoreau propose lui aussi une théorie de résistance non violente qu'il expérimente lui-même, en vivant au plus près de la nature et en limitant ses efforts à la production du strict nécessaire à sa

subsistance. Apôtre sans le savoir de la décroissance et de l'écologie. En Amérique également, dans un court roman *Bartleby le scribe*, Herman Melville dresse le portrait d'une autre forme d'inaction, pas vraiment la paresse, mais la fuite. Le personnage répond systématiquement à tout ce qu'on lui demande « je préférerais ne pas ». Ce livre mystérieux et fascinant de 70 pages peut changer la vie de ses lecteurs. Enfin, plus près de nous, puisque mort en 2008, l'égyptien Albert Cosseray a lui aussi écrit sur la paresse et a passé sa vie à l'expérimenter. Pendant plus de cinquante ans, Cosseray a vécu à Paris dans un hôtel modeste devenu mythique (également pour le séjour qu'y firent Sartre et Beauvoir), La Louisiane à Saint-Germain-des-Près, sortant essentiellement pour déjeuner chez Lipp. Il écrivait peu (sept livres), et estimait que les aspirations à s'élever de l'être humain sont responsables de sa chute et que la seule échappatoire est l'oisiveté désintéressée. Cosseray avait mis son mode de vie en accord avec ses préceptes et vivait modestement

au jour le jour. Un de ses livres *les Fainéants dans la vallée fertile*, situé au Caire, illustre la sacralisation de la paresse par une famille entière. Prodige de littérature, comme *Oblomov*, raconter le rien, la lenteur, les siestes, dans un monde heureusement peuplé de domestiques qui épargnent à tous ces fatigués la mort par la faim et la soif. Un seul des fils, Serag, se rebelle et veut aller... travailler, semant le trouble, l'incompréhension et le désespoir chez son père Hafez, qui le traite de « fils ingrat ».

Des lectures pour mieux se reposer en attendant la rentrée sociale.

**Catherine Segala**

- *Le Droit à la paresse*, Paul Lafargue, éditions l'Altiplano, 5 euros.
- *Oblomov*, Ivan Gontcharov, édition Folio, 8,65 euros
- *Les Fainéants dans la vallée fertile*, Albert Cosseray, éditions Joëlle Losfeld, 11,20 euros.
- *Bartleby le scribe*, Herman Melville, éditions Folio, 4,20 euros.
- *Je vivais seul dans les bois*, Henry David Thoreau, éditions Folio, 2 euros.

CD  
**JUMBIE IN THE BOX**,  
Kobo Town  
Cumbancha, 14 euros



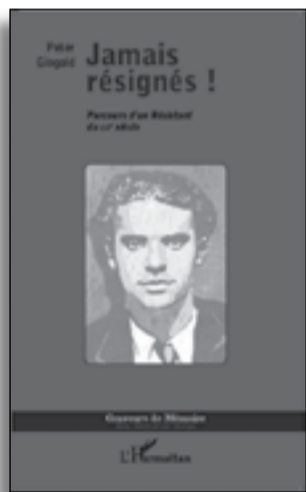
Certains disques vous rendent le sourire. Ou la confiance dans votre capacité à prendre encore du plaisir à écouter une nouveauté. Au point de ne plus se poser la question de sa légitimité, de sa généalogie ou de l'itinéraire de l'artiste. De ce disque je vous dirai simplement qu'il faut lire les paroles des textes avec beaucoup d'attention, autant que se laisser porter par le rythme entraînant de la Calypso. Car cette musique fut et reste d'abord la première source d'information des quartiers de Port of Spain, comme le hip-hop se révéla le « *CNN du ghetto* », selon l'expression de Public Enemy. Que *Jumbie in the box* soit enregistré à Toronto de nos jours par un immigré trinidien au Canada n'a finalement que peu d'importance. L'esprit de Lord Kitchener ou Mighty Sparrow plane sur ces titres qui lorgnent parfois vers le rub'a'dub. On espère bientôt le voir sous nos latitudes, la lutte a besoin de faire la fête !

**King Martov**

ESSAI

## JAMAIS RÉSIGNÉS ! PARCOURS D'UN RÉSISTANT DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Peter Gingold, L'Harmattan, 22 euros.



Peter Gingold (1916-2006) est devenu presque aussi célèbre en Allemagne que Stéphane Hessel en France, et pour des raisons assez proches. *Nie resignieren*, « ne vous résignez jamais », concluait-il ses discours, bien avant l'*Indignez-vous!* de 2010. Juif allemand, communiste et résistant de la MOI en France, acteur de la libération de Paris, il lutta, une fois établi à Francfort, pour la liquidation de l'IG Farben (le fabriquant du Zyklon B usissant notamment BASF, Bayer et Hoechst) et la restitution des biens volés par ce consortium. Il fut longtemps porte-parole fédéral de l'Association des victimes du

nazisme - Union des Antifascistes (VN-BdA), et participa à d'innombrables réunions et manifestations contre le néonazisme, multipliant aussi les interventions dans les écoles et les universités. Il eut également à subir l'interdiction du KPD et à se battre contre les *Berufsverbote* (interdictions professionnelles) établies en 1972. En 2001, il entreprit même un procès sans espoir contre la famille Bush, dont les participations dans la métallurgie nazie avaient été confisquées en 1942 au nom du *Trading with the Enemy Act*, mais qui continua à tirer bénéfice du travail forcé dans les environs d'Auschwitz. Peter Gingold se sera ainsi dressé

toute sa vie contre la barbarie, l'injustice et l'oubli. Le titre allemand de ses souvenirs, *Paris - Boulevard St Martin n°11, Ein jüdischer Antifaschist und Kommunist in der Résistance und der Bundesrepublik*, fait allusion à l'immeuble où la Gestapo l'avait amené enchaîné et d'où il s'évada le 23 avril 1943, « jour de [sa] seconde naissance ». L'édition française, très soignée, est dotée de notes qui en font presque un livre d'histoire, à compléter par le bon livre de son frère Siegmund, *Mémoires d'un indésirable. Juif, communiste et résistant. Un siècle d'errance et de combat* (L'Harmattan, 2004).

**Gilles Bounoure**

librairie  
la-breche.com

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE**

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

**Horaires d'ouverture :**  
Lundi : 14 h - 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h - 20 h

## Bien commencer son été culturel...

Dans le prochain numéro, *Tout est à nous !* va ouvrir l'été avec deux événements culturels majeurs dans nos colonnes. Un feuilleton policier, écrit par notre camarade Gérard Delteil, écrivain reconnu et primé. Ce feuilleton se déroulera en six épisodes, jusqu'au dernier numéro avant la coupure estivale. Donc pas question de manquer un seul numéro ces six prochaines semaines sous peine de frustration intense... Une double page centrale culture : pour mieux cultiver l'art de se reposer en vacances... ou celui de se détendre après le boulot en été.

ESSAI

## GUANTÁNAMO DE FRANÇOIS MISSEN

Éditions Max Milo, 12 euros.



Par petites touches, Missen raconte son Guantánamo. Prisonnier en Afghanistan, François Missen aime être seul. « *Mon vrai salaire c'est le temps.* » À propos de Guantánamo, il raconte sa passion pour Cuba depuis 40 ans : « *Je sortais de prison en Algérie. Je suis allé à Cuba sous Fidel et retourné à la mort du Che. Après j'y ai encore fait un voyage à cause de la French Connection; je connaissais un malfrat corse qui achetait des filles sur l'île. L'essentiel du bonheur à Cuba, c'est qu'après des siècles de fermeture les histoires pleuvent désormais. Pour vous, Guantánamo*

c'est les Talibans. Nous, ça fait un siècle qu'on ne peut pas se baigner sur ces plages ».

Avant la révolution, la base attirait du monde de toute l'île, attiré par les fiches de paye. Il y eut jusqu'à sept mille cinq cents travailleurs. Manuel Prieto déroba pour les Barbudos des armes sur la base. Torturé, il a aujourd'hui 84 ans et raconte pour illustrer ce bout d'île : « *Imaginez : vous avez une maison de trois chambres et l'une d'elles est occupée par une personne que vous ne connaissez pas...* ». Une fatalité historique, une formule chère aux Cubains entre le *No es facil* et *Inventar*.

**Christophe Goby**



## S'abonner à Tout est à nous !

**Par prélèvement automatique,** Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Tarif standard</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td></td> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Tarif standard	<input type="checkbox"/>		Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p><b>Désignation du compte à débiter</b></p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____ CODE GUICHET : _____</p> <p>NO DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p><b>Titulaire du compte</b></p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p><b>Établissement teneur du compte</b></p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre									
Tarif standard	<input type="checkbox"/>		Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre									

**Par chèque,** à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<b>FRANCE ET DOM-TOM</b>			
<b>Tarif standard</b>			
Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>
		28 €	1 an
			56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>
		22 €	1 an
			44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>
		50 €	1 an
			100 €
<b>Tarif jeunes/chômeurs/précaires</b>			
Hebdo	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>
		20 €	1 an
			40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	6 mois	<input type="checkbox"/>
		36 €	1 an
			76 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



**NO COMMENT**  
Si on n'investit que ceux qui n'ont pas été condamnés par la justice, on n'a plus de candidats dans les Hauts-de-Seine

PATRICK BALKANY, MAIRE UMP DE LEVALLOIS-PERRET ET DÉPUTÉ, dans l'hebdomadaire *l'Express* du mercredi 12 juin

## LOGEMENT Des arrangements cosmétiques

«Duflot s'en va-t-en guerre, prête à dompter le marché du logement, elle durcit le ton...». La révolution? Non, juste les premières annonces de la loi qui va «recadrer» les agents immobiliers et les syndics...

La droite s'offusque: «une loi anti-logement» pour l'Union nationale de la propriété immobilière; pour les groupements de professionnels, cela va même «à l'encontre des intérêts des locataires, des bailleurs et des copropriétaires». C'est vraiment la révolution: bailleurs et locataires auraient les mêmes intérêts?

Qu'y a-t-il dans ce «projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové»? Pour les locataires: plafonner les frais d'agence et réglementer l'activité des marchands de listes de locations. Pour les copropriétaires, une enquête de Que Choisir et une émission de télévision ont mis en évidence les pratiques des syndics proches de l'escroquerie. La loi va donc... limiter (pas interdire!) les prestations pouvant faire l'objet d'une tarification supplémentaire, et les syndics devront ouvrir un compte bancaire séparé pour chaque copropriété, afin de permettre une transparence dans l'usage des fonds. Sans oublier l'obli-

gation de formation continue et la création d'un organisme de contrôle.

### S'attaquer au marché

Silence sur le reste: des mesures pour relancer la construction, avec modification des règles d'urbanisme, lutte contre l'habitat indigne, et la Gurl, garantie universelle des loyers (ou des risques locatifs), pour aider les locataires difficiles et rassurer les bailleurs qui auraient l'assurance de toucher leur loyer.

Tout cela est loin d'être inutile, mais ne touche pas au cœur du fromage. On voit déjà le résultat des demi-mesures avec le décret d'août 2012 qui, au lieu de bloquer ou de diminuer les loyers, était limité au blocage lors du changement de locataire. Résultats: les loyers ont continué d'augmenter... Une fois de plus, le gouvernement évite de partir en guerre contre ce qui bloque réellement l'accès au logement: la loi du marché.

Isabelle Guichard

## SAINT-DENIS (93) La rénovation urbaine qui exclut!

Le 7 juin la ville et la préfecture ont fait évacuer un immeuble très insalubre, le 50 Gabriel-Péri, situé en face de celui qui avait connu un incendie meurtrier en septembre dernier. Quelques jours plus tard, c'est au tour du 103 Gabriel-Péri.

Ces immeubles anciens sont déclarés insalubres et dangereux, comme près de 40% des immeubles privés du centre ville. La municipalité a obtenu de l'État une dotation pour engager des travaux de rénovation, 50 millions d'euros, dans le cadre d'un programme qui comprend normalement un volet social pour permettre le relogement des habitants. Mais elle l'applique à minima. Ces immeubles sont habités par des salariés très précaires, pour la plupart célibataires, et souvent sans papiers d'origine africaine. Pour eux pas de volet social. La rue. La municipalité se vante d'un dispositif qui permet la rénovation, tout en relogant ceux qui y vivent. Une carte postale pré-électorale pour 2014. Aujourd'hui, c'est plus d'une trentaine de personnes qui se retrouvent sans toit.

### Des droits niés

Depuis le 7 juin, les expulsés ont campé devant la Basilique, puis devant la mairie.

À la demande de la ville, la police est intervenue huit fois déjà pour tenter de confisquer leurs affaires, des matelas et des duvets donnés par la Croix Rouge. Un comité de soutien s'est constitué, et deux manifestations de plus de 150 personnes ont eu lieu. Une déclaration de soutien des associations et organisations de la ville a été adoptée. Pourtant, le maire qui a reçu une délégation des expulsés persiste dans sa réponse policière tout en déclarant être solidaire de leur combat...

La pénurie de logement pour les plus modestes, la rénovation des immeubles dégradés des centres des villes populaires, nécessitent des solutions de relogement de l'ensemble des mal-logés, comme la réquisition des logements vides que les municipalités peuvent mettre en œuvre. La ville de Saint-Denis doit choisir: le soutien aux exclus du logement ou la gestion libérale et répressive de l'espace urbain.

JMB

## Maurice Nadeau nous a quittés

Le NPA tient à saluer la mémoire de Maurice Nadeau, intellectuel, homme de culture, éditeur, découvreur de talents. Trotskyste dès sa jeunesse, Maurice Nadeau a toujours été le militant de toutes les causes progressistes et révolutionnaires. Il a consacré toute sa vie pour ses idées. En continuant son combat, nous ne l'oublierons jamais.

Nous reviendrons plus longuement sur sa disparition dans le prochain numéro.

## Par milliers à Paris contre l'austérité dans la santé



Venus de tout le pays, ce sont plus de 7000 à 8000 manifestants qui ont manifesté le samedi 15 juin pour dénoncer l'austérité gouvernementale dans la santé et l'action sociale, et défendre le droit à la santé et à la protection sociale.

Salariés des hôpitaux et de cliniques privées, y côtoyaient des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, porteurs de luttes, parfois

victorieuses. Hospitaliers et établissements en lutte du Gard, de Toulouse, du Rhône ou de Normandie y côtoyaient les établissements d'Île-de-France, dont le cortège combatif et coloré des maternités des Lilas et des Bluets.

Que ce soit dans les cortèges de la CGT ou de Sud, on faisait le même constat. Les mots d'ordre anti-gouvernementaux, contre le maintien de la loi Bachelot, ou brocardant «Roselyne Touraine» ou

«Marisol Bachelot» étaient repris, ainsi que les appels à la lutte.

Le point fixe du NPA, auquel participait notre porte-parole Christine Poupin, a reçu un excellent accueil.

Cette manifestation ne constitue qu'une première étape, encore bien insuffisante pour faire reculer le pouvoir. Mais elle renforce la volonté d'action dans la santé, alors que se profile le combat nécessaire sur la question des retraites.

## FEMMES & SANTÉ Des maternités de nouveau menacées

C'est une attaque frontale contre les femmes au nom de la rentabilité! Deux maternités de la région parisienne, très emblématiques, sont menacées.

Le 4 juin, Claude Evin, directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France annonce «l'abandon du projet de reconstruction de la maternité des Lilas, sans recours possible», alors qu'il l'avait accepté en 2012! À l'époque, le candidat Hollande avait promis de venir inaugurer la nouvelle maternité s'il était élu!

Les Lilas font naître chaque année 1 650 enfants, accompagnent 1 200 femmes pour une IVG dans un département, le 93, qui manque de maternités de proximité, alors que le taux de natalité y est plus élevé que la moyenne nationale... de même que celui de la mortalité infantile.

À Paris, les Bluets, pionnière de «l'accouchement sans douleur» créée en 1947, est elle aussi en danger. 580 salariées travaillant à la maternité, dans les centres de soins et de rééducation professionnelle, sont menacés de cessation de paiement. Pourtant, la maternité pratique 3 000 accouchements par an, 1 200 PMA (Procréation médicalement assistée) et 1 100 accompa-

gnements en orthogénie. La qualité de son activité est même labellisée!

### Le bien-être des mères et des bébés, et le libre choix des femmes sacrifiés?

Les ARS prennent des décisions, guidées par des logiques de rentabilité financière. Les contre-réformes du précédent gouvernement se poursuivent. Les maternités refusant la rentabilité deviennent rapidement «déficitaires» sur le plan budgétaire, en particulier avec l'introduction de la T2A (financement à l'activité). C'est donc une attaque en règle contre les femmes, contre les démarches de soins respectueuses de leurs choix, et participant à la prévention périnatale!

Les personnels et les usagers organisés en collectifs de défense ne vont pas se laisser abattre et des actions sont en cours: pétitions, rassemblements, élargissement du soutien. Les Bluets et les Lilas se retrouvent le mercredi 19 juin devant l'ARS!

CorrespondantEs commission santé sécu social du NPA



hebdomadaire du Nouveau parti anticapitaliste

Rédaction: 01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org  
Diffusion: 01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org  
Administration: 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
Numéro ISSN: 1969-8178  
Commission paritaire: 0414 P 11508  
Tirage: 6500 exemplaires  
Société editrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC). SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
Gérant et directeur de publication: Ross Harold  
Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz  
Maquette: Ambre Bragard  
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22 - Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr

